



MONOGRAPHIE

DE L'INDUSTRIE
PORCINE
AU QUÉBEC

MONOGRAPHIE

DE L'INDUSTRIE

PORCINE

AU QUÉBEC

MONOGRAPHIE DE L'INDUSTRIE DU PORC AU QUÉBEC

Nous remercions les personnes qui ont contribué à la préparation de la présente monographie. Sans leur précieuse collaboration, ce projet n'aurait pu être mené à terme.

RÉDACTION ET COORDINATION

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)

Sous-ministériat aux politiques agroalimentaires

Direction du développement des secteurs agroalimentaires

COLLABORATION À L'ANALYSE ET À LA RÉDACTION

Sous-ministériat aux politiques agroalimentaires

Direction des études et des perspectives économiques

Direction de l'appui à la recherche et à l'innovation

Direction des politiques, des analyses et de la planification stratégique

Sous-ministériat au développement régional et au développement durable

Direction de l'agroenvironnement et du développement durable

Sous-ministériat à la transformation alimentaire et aux marchés

Direction du développement des entreprises et des produits

SOUTIEN TECHNIQUE

Direction du développement des secteurs agroalimentaires

PHOTOGRAPHIES

Direction des communications

CONCEPTION GRAPHIQUE

Page couverture: *Direction des communications*

RÉVISION LINGUISTIQUE

Isabelle Tremblay (Des mots et des lettres)

ÉDITION

Direction des communications

RESSOURCE

Sous-ministériat aux politiques agroalimentaires

Direction du développement des secteurs agroalimentaires

Site Web: www.mapaq.gouv.qc.ca

© **Gouvernement du Québec**

Dépôt légal: 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN: 978-2-550-75113-7 (PDF)

AVANT-PROPOS

En vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (RLRQ, chapitre M-35.1), la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) doit procéder à une évaluation des plans conjoints établissant les conditions de production et de mise en marché d'un produit agricole. À cet égard, l'article 62 de la Loi est énoncé comme suit:

« À la demande de la Régie et au plus tard à tous les cinq ans, chaque office établit devant la Régie ou devant les personnes qu'elle désigne pour lui faire rapport, que le plan et les règlements qu'il édicte servent les intérêts de l'ensemble des producteurs et favorisent une mise en marché efficace et ordonnée du produit visé. »

La Régie donne alors aux personnes intéressées à la mise en marché du produit visé l'occasion de présenter leurs observations sur l'application du plan et des règlements concernés.

En ce qui concerne les résultats du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec, la Régie a demandé la collaboration du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) pour une analyse évolutive et comparative de l'industrie québécoise du porc au cours de la période quinquennale 2010-2014.

Cette monographie de l'industrie du porc au Québec vise à soutenir la réflexion des différents acteurs de l'industrie qui seront conviés à participer à l'examen du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec.

TABLE DES MATIÈRES

1.	La demande et les marchés	1
1.1.	L'évolution de la consommation	1
1.2.	La concurrence des autres viandes	1
1.3.	L'approvisionnement pour la consommation canadienne	2
1.4.	Le marché québécois	2
1.5.	La consommation mondiale	2
1.6.	Les échanges commerciaux internationaux	3
1.7.	Les accords internationaux de libre-échange	4
2.	Le circuit de commercialisation de la production à la consommation	5
2.1.	Le circuit des porcs de reproduction et des animaux de réformes	6
2.2.	Les porcs d'abattage, le cheptel et le nombre d'exploitations	6
2.3.	Le circuit de la viande de porc	7
2.3.1.	<i>L'approvisionnement des abattoirs-transformateurs</i>	<i>7</i>
2.3.2.	<i>L'approvisionnement des consommateurs</i>	<i>8</i>
3.	Les retombées économiques de la filière porcine au Québec en 2014	9
4.	L'évolution des prix	10
4.1.	Les prix de vente	10
4.2.	L'indicateur de marge	10
4.3.	Les prix à la consommation	10
5.	Le circuit de commercialisation de l'industrie porcine en valeur	12
6.	La compétitivité de la production porcine au Québec	14
6.1.	La compétitivité de la production porcine	14
6.1.1.	<i>Les parts de marché</i>	<i>14</i>
6.1.2.	<i>L'écoulement de la production</i>	<i>14</i>
6.1.3.	<i>Les revenus moyens par porc</i>	<i>15</i>
6.1.4.	<i>La rentabilité et les dépenses d'exploitation</i>	<i>15</i>
6.2.	L'analyse comparative de différents ratios au Québec et en Ontario	17
7.	L'abattage, la transformation et la compétitivité du secteur	19
7.1.	L'abattage et la deuxième transformation	19
7.2.	La surtransformation ou troisième transformation	20
7.3.	La modification du portrait de l'abattage et de la transformation	20
7.4.	Les défis pour le secteur de la charcuterie ou de la surtransformation	20
7.5.	La compétitivité du secteur de l'abattage et de la transformation	21
8.	Le développement durable	22
9.	La recherche et l'innovation	24
9.1.	Les avancées des cinq dernières années en production porcine	24
9.2.	Les priorités de recherche pour les prochaines années	25
10.	Les enjeux et les défis	26
ANNEXES		29
RÉFÉRENCES		37

LISTE DES FIGURES

Figure 1:	Consommation par personne de viande porcine	1
Figure 2:	Comparaison des parts relatives des principales viandes, en matière de consommation, 2005 et 2014	1
Figure 3 :	Balance commerciale.....	4
Figure 4:	Évolution de la production de porcs et de porcelets au Québec et en Ontario,.....	6
Figure 5 :	Évolution des prix de vente (moyenne quinquennale)	10
Figure 6:	Évolution de l'indice de marge	10
Figure 7 :	Évolution des parts des recettes de marché du porc.....	14
Figure 8 :	Évolution du bénéfice net avant impôt des exploitations porcines (après amortissement)	17
Figure 9:	Évolution de l'endettement	18
Figure 10:	Évolution du fonds de roulement.....	18
Figure 11:	Évolution de la part de la dette à court terme dans le revenu total	18

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Consommation de viande de porc dans différents pays (milliers de tonnes équivalent carcasse)	3
Tableau 2: Retombées économiques de la filière porcine en 2014	9
Tableau 3: Croissance des prix à la consommation au Québec de 2010 à 2014	11
Tableau 4: Évolution du bénéfice net en % du revenu, Québec, Ontario et reste du Canada	16
Tableau 5: Répartition de certaines dépenses des revenus d'exploitation,	16
Tableau 6: Évolution des parts d'abattage de porcs	21
Tableau 7: Évolution du poids de la transformation de la viande	21

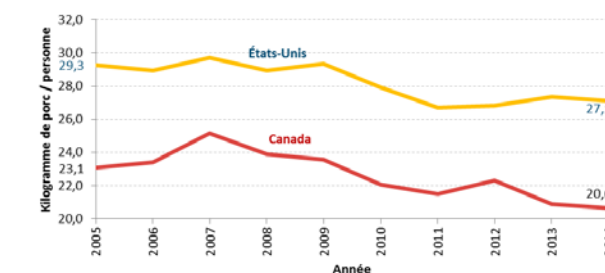
1. La demande et les marchés

1.1. L'évolution de la consommation

➤ Une diminution de la consommation de viande de porc au Canada et aux États-Unis¹

En 2014, la consommation de porc par personne au Canada était de 20,6 kg soit 2,4 kg de moins qu'en 2005 pour une baisse de 11 %. Dans le même intervalle, la consommation par personne pour l'ensemble des principales viandes² diminuait de 6 kg, soit de 6 %.

Figure 1: Consommation par personne de viande porcine (en kilogramme de poids carcasse)



Sources : USDA, Economic Research Service et Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0011.

La figure 1 montre que l'Américain consomme davantage de porc que le Canadien, mais que dans les deux pays, la consommation par personne tend à reculer.

Pour la période 2005-2009, la consommation totale de viande de porc a légèrement progressé au Canada³ de 1,6 % en moyenne annuellement tout en demeurant stable aux États-Unis⁴. Pour la période 2010-2014, la consommation canadienne³ a diminué de 0,6 % et celle des États-Unis⁴ de 0,8 %.

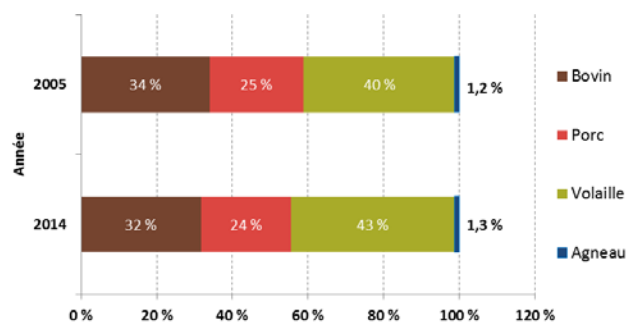
1.2. La concurrence des autres viandes

➤ La viande porcine perd des parts de la consommation globale de viandes au profit de la volaille

Figure 2: Comparaison des parts relatives des principales viandes, en matière de consommation, 2005 et 2014

La figure 2 présente, pour les années 2005 et 2014, une comparaison de la part de la viande porcine en matière de consommation à celles des principales autres viandes.

Parmi les viandes préférées des Canadiens, la volaille présente la plus grande part (43 %), suivie de la viande bovine (32 %), de la viande porcine (24 %) et de l'agneau (1,3 %).



Source : Statistique Canada, CANSIM tableau 002-0011

¹En équivalent carcasse (porc débarrassé des poils, des onglons, du tube digestif, du foie, de la rate, des appareils et organes génitaux, du cœur, des poumons et des glandes salivaires).

²Bœuf, veau, porc, agneau et mouton, poulet, poule et dindon.

³Statistique Canada, CANSIM, 002-0010.

⁴USDA/Economic Research Service : www.ers.usda.gov/data-products/livestock-meat-domestic-data.aspx.

1.3. L'approvisionnement pour la consommation canadienne

➤ La production québécoise comble de 25 à 30 % de la consommation canadienne

Au Canada, le volume de production de viande de porc peut satisfaire la demande intérieure, c'est-à-dire la quantité consommée au Canada. En 2014, l'autosuffisance était à 268 %⁵.

Toutefois, les entreprises canadiennes doivent importer pour satisfaire l'ensemble de leur marché (consommation intérieure, occasions sur le marché extérieur et les autres utilisations). Ainsi, les entreprises importent de la viande de porc afin d'équilibrer l'offre et la demande⁶. Par conséquent, la part de la production canadienne⁷ dans la demande totale de viande de porc au Canada est passée de 92 % en 2005 à 88 % en 2014.

En 2014, l'apport de la production québécoise dans la consommation canadienne se situait entre 25 et 30 %⁸.

1.4. Le marché québécois

➤ Le porc gagne des parts de vente aux comptoirs des viandes fraîches des grands magasins

La consommation est l'objet d'une statistique nationale qui n'est pas recensée par province. En l'absence de données pour le Québec, l'analyse des ventes au détail des grands détaillants alimentaires de la province permet de tirer certains constats.

Ainsi, l'analyse du volume des viandes⁹ fraîches et congelées vendues dans les grands magasins montre que, pour deux périodes (la moyenne 2011-2012 par rapport à la moyenne 2013-2014)¹⁰, la part de marché du porc a progressé, passant de 21 à 23 %.

1.5. La consommation mondiale

➤ Une croissance de 2 % entre 2010 et 2014 et des perspectives mondiales de croissance de 1 % par année d'ici 2024

Le porc demeure la viande la plus consommée au monde, suivie de près par la volaille.

Le tableau 1 montre que la consommation mondiale de porc était estimée à 110 millions de tonnes équivalent carcasse (TEC) en 2014.

Depuis 2010, la consommation mondiale a progressé de 2,0 % en moyenne annuellement, alors que la population s'est accrue de seulement 1,2 %¹¹. Selon le tableau 1, au regard de la consommation totale par pays, c'est la Chine qui consomme le plus de viande porcine. Elle est suivie par l'Union européenne et les États-Unis.

⁵ Calcul de l'autosuffisance: production de 2014 (1 962 428 tm) / consommation de 2014 (733 041 tm).

⁶ DEMANDE (consommation + exportations = pertes + utilisations industrielles + stock de la fin) = OFFRE (stock au début + production + importations).

⁷ Annexe 1.

⁸ MAPAQ, *Modèle des flux*, 2014.

⁹ Nielsen, ventes au détail dans certains magasins au Québec, de 2011 à 2014 (vise les supermarchés, les pharmacies, Walmart et Costco).

¹⁰ Années pour lesquelles des données sont disponibles.

¹¹ Statistiques mondiales: population de 6 762 177 788 en 2010 et de 7 161 675 908 en 2014.

Tableau 1: Consommation de viande de porc dans différents pays (milliers de tonnes équivalent carcasse)

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	TCAM ¹²
Chine	50 799	51 108	53 802	55 406	57 169	3 %
Union européenne	20 952	20 822	20 382	20 147	20 237	-1 %
États-Unis	8 654	8 338	8 441	8 662	8 647	0 %
Brésil	2 577	2 644	2 670	2 696	2 759	2 %
Russie	2 896	3 035	3 239	3 267	3 024	1 %
Japon	2 488	2 522	2 557	2 549	2 543	1 %
Vietnam	2 072	2 238	2 275	2 315	2 389	4 %
Mexique	1 784	1 710	1 850	1 956	1 991	3 %
Corée du Sud	1 539	1 487	1 546	1 628	1 737	3 %
Philippines	1 418	1 432	1 446	1 511	1 552	2 %
Taiwan	901	919	906	892	875	-1 %
Autres pays	6 676	6 899	7 228	7 332	7 031	1 %
Total mondial	102 756	103 154	106 342	108 361	109 954	2 %

Sources: USDA, Foreign Agricultural Service (FAS), *Livestock and Poultry: World Markets and Trade*.

À l'échelle mondiale, les perspectives de consommation (annexe 3) prévoient une croissance annuelle moyenne de 1 % d'ici 2024. D'ailleurs, les pays en développement s'approprient une part de plus en plus grande de la consommation mondiale de viande porcine, alors que la part des pays développés continuera de diminuer. Selon les perspectives agricoles de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de la Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), des hausses marquées sont à prévoir dans les pays d'Afrique. Dans les pays en développement, la demande s'explique par l'accroissement de la population et l'augmentation du niveau de vie.

1.6. Les échanges commerciaux internationaux

➤ Un secteur présent sur tous les marchés

L'industrie porcine québécoise a écoulé en 2014, environ 20 % de la valeur de sa production sur le marché québécois, 13 % dans le reste du Canada et 67 % sur les marchés internationaux¹³.

En 2014¹⁴, les principaux pays destinataires des exportations québécoises en valeur étaient dans l'ordre, les États-Unis (40,0 %), le Japon (17,4 %), la Russie (10,8 %) et le regroupement formé par la Chine, Hong Kong et le Vietnam (8,7 %). En 2015, il s'agissait des États-Unis (49,0 %), du Japon (17,8 %) et du regroupement de la Chine, de Hong Kong et du Vietnam (11,3 %).

➤ Un exportateur d'envergure sur le plan international

Le Québec est le premier exportateur de produits de porc au Canada. En 2014, le Québec comptait pour 42 %¹⁵ de la valeur totale des exportations canadiennes. En volume et en valeur, le Canada a représenté environ 7 % du commerce international depuis 2011¹⁵. Le Québec se situe au cinquième rang¹⁶ parmi les principaux exportateurs (en valeur), après l'Union européenne, les États-Unis, le reste du Canada et le Brésil.

¹² TCAM: Taux de croissance annuel moyen 2010-2014.

¹³ MAPAQ, *Modèle des flux*, 2014.

¹⁴ Global Trade Atlas, viandes fraîches, congelées et transformées et abats (voir annexes 4 et 5).

¹⁵ Centre de commerce international.

¹⁶ OCDE et calcul du MAPAQ.

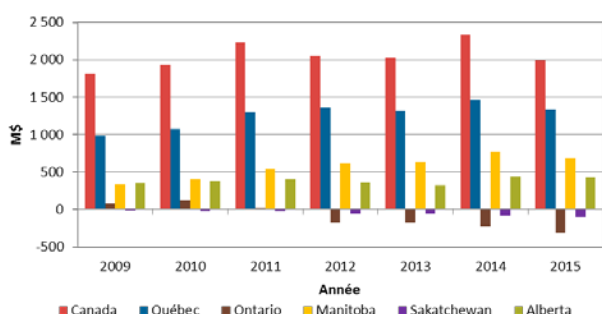
De 2010 à 2014, la valeur des exportations a crû de 40 % passant de 1,09 G\$ à 1,53 G\$. En 2015, cette valeur a diminué de 8 % pour s'établir à 1,40 G\$ tandis que le volume exporté se maintenait (479 541 tm en 2014 et 480 697 tm en 2015). La baisse de la valeur des exportations s'explique par le repli de la valeur des produits du porc sur les marchés internationaux en 2015, en raison notamment d'une augmentation du cheptel américain attribuable à la diarrhée épidémique porcine qui a sévi aux États-Unis.

➤ Une balance commerciale positive au Québec malgré une légère hausse des importations¹⁷

Pour la période 2010-2014, le volume des importations de viande de porc a augmenté de 14 % au Canada et la part du Québec dans le volume canadien des importations est passée de 2,5 à 6,4 %.

En 2014, environ 92,9 % du volume importé au Canada (198 410 tm) provenait des États-Unis. L'Ontario recevait le plus fort contingent (135 901 tm), suivi de la Colombie-Britannique (16 969 tm), de la Saskatchewan (15 304 tm) et du Manitoba (13 353 tm). Le Québec enregistrerait pour sa part, 5 861 tm constituées de porc frais, congelé ou transformé et d'abats. En 2015, les importations américaines ont augmenté de 2,3 % au Canada et de 1 % en Ontario, mais elles ont diminué de 38,0 % au Québec. La part des importations américaines au Canada est passée à 90,0 %.

Figure 3 : Balance commerciale



Source : Global Trade Atlas, EPE, 5 pages, porc frais, congelé ou transformé et abats

L'analyse de la balance commerciale en valeur montre que le Québec exporte plus qu'il n'importe et que cette tendance s'accroît depuis 2009.

En 2015, la balance commerciale du Canada et du Québec a diminué, mais est demeurée positive.

1.7. Les accords internationaux de libre-échange¹⁸

Au cours de la période quinquennale 2010-2014, plusieurs accords commerciaux avec le Canada ont été conclus ou sont entrés en vigueur. L'accord Canada-Corée-du-Sud est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et quatre accords de libre-échange ont été conclus, dont celui entre le Canada et l'Ukraine en juillet 2015, l'Accord économique et commercial global (AECG), établi avec l'Union européenne le 5 août 2014, le Partenariat transpacifique (PTP), regroupant douze pays de la zone de l'océan Pacifique conclu le 5 octobre 2015, ainsi que l'Accord économique entre le Canada et l'Inde. Ces quatre dernières ententes doivent encore être ratifiées. Enfin, il est à noter que le Canada poursuit des négociations, entre autres, avec le Japon, même s'il est un des pays signataires du PTP. Pour l'industrie porcine canadienne et québécoise, ces accords permettront des conditions d'entrées concurrentielles sur les principaux marchés d'exportation et sur de nouveaux marchés.

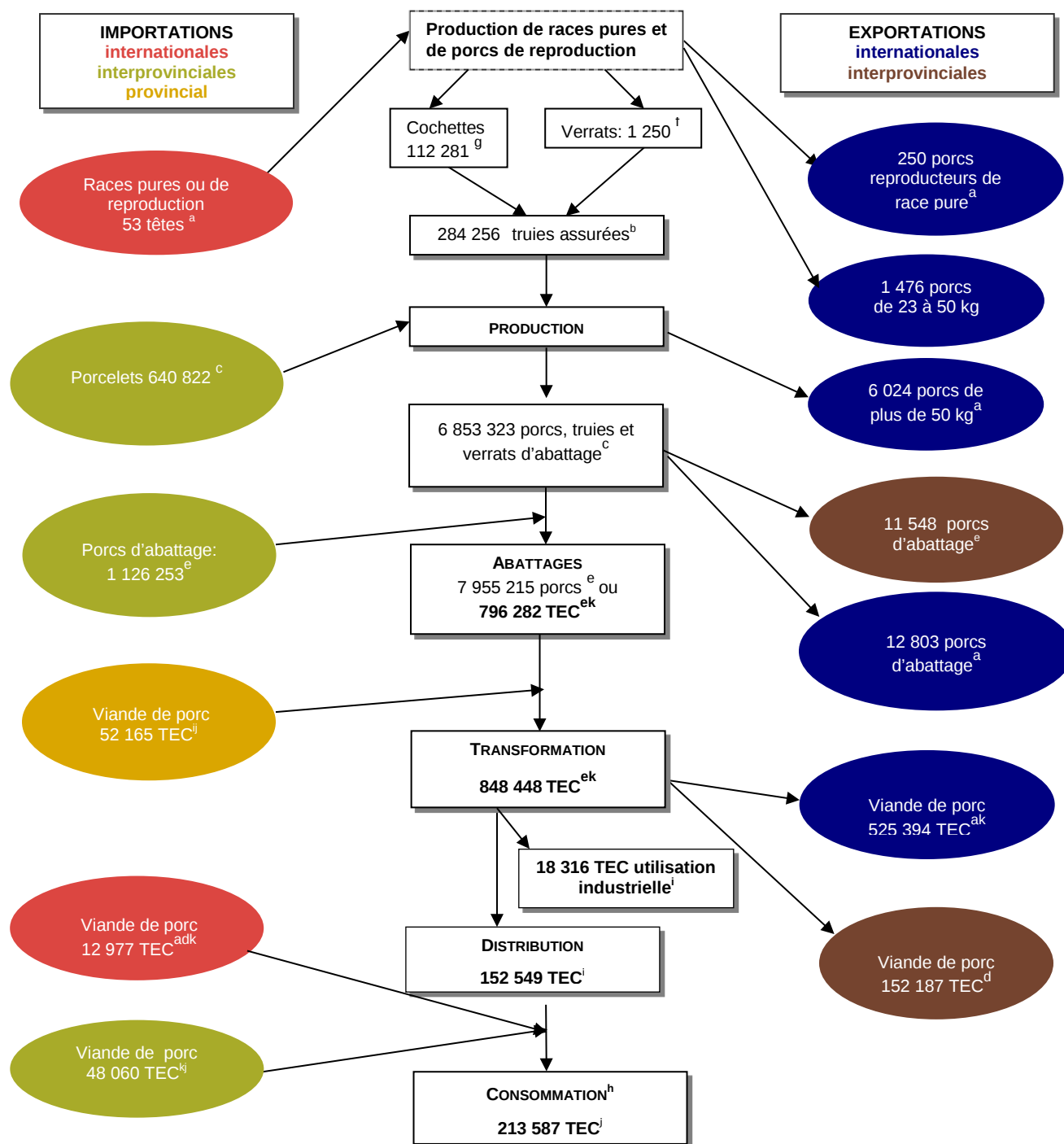
¹⁷ Global Trade Atlas, viandes fraîches, congelées et transformées et abats (voir annexes 6 et 7).

¹⁸ Affaires mondiales internationales.

2. Le circuit de commercialisation de la production à la consommation

Estimation des flux d'approvisionnement de la production de porcs et de viande de porc fraîche, congelée ou transformée jusqu'au consommateur (poids équivalent carcasse froide)

FLUX D'APPROVISIONNEMENT AU QUÉBEC, 2014¹⁹



¹⁹ **a-** Global Trade Atlas; **b-** La Financière agricole du Québec; **c-** Les Éleveurs de porcs du Québec; **d-** MAPAQ, calcul selon l'information provenant des abattoirs; **e-** Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), marchés des viandes rouges; **f-** Centre d'insémination porcine du Québec (CIPQ); **g-** calcul du MAPAQ: taux de réforme, Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA), 2012; **h-** Institut de la Statistique du Québec (ISQ), Statistique Canada, AAC, population et consommation estimée par le MAPAQ; **i-** MAPAQ: Modèle des flux; **j-** estimation du MAPAQ; **k-** viande fraîche, congelée et transformée excluant les abats.

2.1. Le circuit des porcs de reproduction et des animaux de réformes

Des entreprises de production porcine se spécialisent dans la reproduction (mâles et femelles de races pures) et la multiplication (production de femelles hybrides pour la production de porcs d'abattage). On estime qu'environ 92 % des verrats utilisés pour la production de porcs d'abattage proviennent de grandes compagnies de génétique telles que PIC, Hypor, Topigs, Fast Genetics et Sogeporc. Quelques entreprises au Québec produisent des verrats de production avec leur propre génétique.

Environ 1250 verrats de toute origine nécessaires à la production porcine au Québec se trouvent dans 3 entreprises spécialisées en insémination artificielle: le Centre d'insémination porcine du Québec (CIPQ), le centre d'insémination F. Ménard et celui d'Agri-Marché.

Quoiqu'une bonne partie de la génétique mâle provienne de l'extérieur du Québec, on estime que l'activité de multiplication est en grande partie effectuée au Québec. De plus, la plupart des porcs de reproduction et des femelles hybrides produits au Québec demeurent ici au Québec. En 2014, seuls 1 726 sujets de races pures ou de reproduction (porcelets de moins de 50 kg) ont été exportés à l'échelle internationale.

Le secteur de la maternité de la production commerciale doit renouveler son approvisionnement en jeunes truies hybrides (cochettes). En se basant sur un taux de remplacement des truies de l'ordre de 39 %, on estime que ce secteur a eu besoin, en 2014, d'un peu plus de 112 000 cochettes pour remplacer les sujets réformés ou perdus.

En ce qui concerne les truies et les verrats de réforme, une seule entreprise au Québec s'est spécialisée dans leur abattage. Par ailleurs, on estime à plus de 60 % la proportion des animaux de réformes qui sont exportés vers les États-Unis ou l'Ontario pour y être abattus.

2.2. Les porcs d'abattage, le cheptel et le nombre d'exploitations

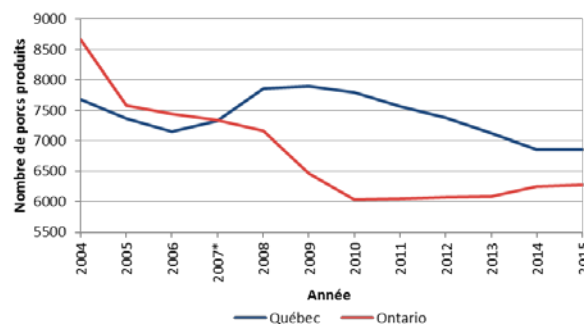
Le nombre de porcs d'abattage produits en 2014 est de 6,8 millions. Pour combler les besoins de porcelets, les producteurs en importent des autres provinces. En 2014, 640 822 porcelets ont été engraisés et abattus au Québec.

➤ Une diminution du nombre de porcs produits

De 2005 à 2009, la croissance annuelle moyenne du nombre de porcs produits a été de 1,0 % au Québec et de -2,0 % en Ontario.

Toutefois, entre 2010 et 2014, cette croissance s'est inversée. Elle a diminué de 2,3 % au Québec et augmenté de 1,2 % en Ontario.

Figure 4: Évolution de la production de porcs et de porcelets au Québec et en Ontario, 2004-2014



➤ La concentration de la production: une tendance

Au Canada, de 2010 à 2014, le nombre de fermes porcines a diminué de 9 %²⁰, tandis que le nombre moyen de porcs en inventaire par ferme a augmenté de 13 %. Les changements diffèrent d'une province à l'autre, mais sont plus marqués au Manitoba où la diminution du nombre de fermes est de 18 % et l'augmentation du nombre de porcs par ferme, de près de 35 %. Au Québec, le nombre de fermes a baissé de près de 6 % et le nombre de porcs par ferme a augmenté d'environ 9 %.

Cette diminution du nombre de fermes se reflète au Québec en termes d'adhérents à l'Assurance Stabilisation des revenus agricoles (ASRA). En effet, selon des données de La Financière agricole du Québec, ce nombre a diminué de 27 %. Il est à noter que plusieurs producteurs ont soit cessé leur production ou soit décidé de produire à forfait. Dans ce cas, ils n'ont pas accès à l'ASRA.

2.3. Le circuit de la viande de porc

La majorité (99,2 %) du porc d'abattage québécois est abattue dans des établissements du Québec sous inspection fédérale, ce qui permet l'exportation des produits. Moins de 40,0 % des animaux de réforme sont abattus et transformés au Québec²¹.

En plus de l'abattage, les établissements effectuent généralement de la découpe primaire et livrent des pièces de viande aux usines de transformation et de surtransformation, qui procèdent à des découpes finales pour la vente aux consommateurs ou à l'exportation.

2.3.1. L'approvisionnement des abattoirs-transformateurs²²

➤ Une capacité d'abattage au Québec plus élevée que sa production

De 2010 à 2014, la production québécoise de porcs d'abattage est passée de 7,7 à 6,8 millions. Malgré cette baisse de la production, le nombre de porcs abattus s'est maintenu autour de 8,0 millions. Pour combler ses besoins en matière d'abattage, le secteur importe des porcs des autres provinces, surtout de l'Ontario.

Ainsi, en 2014, 7 955 215 porcs ont été abattus au Québec, dont 14,5 % provenaient d'autres provinces canadiennes. En 2015, l'approvisionnement en porcs québécois a bondi de 380 460 têtes, pour atteindre 7,2 millions de porcs, tandis que le nombre de porcs abattus augmentait de 399 025 porcs, passant à 8 354 240 têtes. En 2015, le pourcentage de l'approvisionnement en porcs des autres provinces a diminué à 13,7%.

L'analyse du cheptel des truies ayant mis bas²³ montre que celui-ci diminue partout au Canada sauf en Ontario. Par conséquent, l'augmentation du nombre de porcs d'abattage produits en 2015 est probablement le résultat d'une meilleure santé du troupeau québécois, dû, entre autres, à des mesures de biosécurité mises en place en 2014, ainsi qu'à une amélioration de la productivité des truies.

La quantité de viande produite en 2014²⁴ par le secteur de l'abattage et de la transformation, excluant les abats, est de l'ordre de 848 000 TEC²⁵ dont 796 000 TEC provenant de l'activité d'abattage et excluant l'importation de viande de porc des autres provinces. Une partie de cette

²⁰Statistique Canada, Statistiques Agricoles, CANSIM 003-0103, données prises au 1^{er} janvier (voir Annexe 8).

²¹Les Éleveurs de porcs du Québec, données concernant les truies et les verrats enregistrées au Québec.

²²Agriculture et Agroalimentaire Canada, marchés des viandes rouges.

²³Statistique Canada, CANSIM 003-0101.

²⁴Voir la figure des *Flux d'approvisionnement au Québec, 2014*, page 11.

²⁵TEC: tonnes équivalent carcasse froide de viande fraîche, congelée et transformée sans les abats.

production est dirigée vers l'exportation internationale (525 000 TEC) en grande majorité sous forme de viandes fraîches, réfrigérées et congelées (93% du total des exportations en TEC) dont plus de la moitié sont sous forme congelée²⁶. En outre, un peu plus de 152 000 TEC ont été expédiées vers les autres provinces canadiennes.

2.3.2. L'approvisionnement des consommateurs

Environ 28 % des 214 000 TEC de viande de porc consommées au Québec proviendraient des importations, dont environ 21 % du palier international, et 79 % de transformateurs ou de distributeurs canadiens.

L'analyse des importations québécoises à l'échelle internationale montre que plus de la moitié proviennent de pays européens, dont l'Allemagne et les Pays-Bas. Plus de 70 % des produits européens importés sont de la viande fraîche, réfrigérée et congelée, plus particulièrement des côtes levées.

En 2015, 70 % des importations totales de viandes fraîches, réfrigérées et congelées provenaient des pays européens et étaient constituées en majorité des côtes levées.

.

²⁶Voir Annexe 9.

3. Les retombées économiques de la filière porcine au Québec en 2014

La filière porcine est composée de la production de porcs, de l'abattage et de la transformation de la viande de porc. Elle génère des retombées économiques au Québec, sous forme de valeurs ajoutées²⁷ et d'emplois²⁸.

Ces retombées sont classées en effets directs et en effets indirects. Les premiers permettent d'apprécier les rémunérations générées directement par les entreprises de la filière porcine. Les seconds représentent plutôt les retombées engendrées par les entreprises qui fournissent des intrants aux entreprises de la filière porcine²⁹.

Tableau 2: Retombées économiques de la filière porcine en 2014

		Valeur ajoutée (M\$)					
Ventes (M\$)	Effets directs		Effets indirects	Totales	Emplois	Valeur ajoutée /ventes	Emploi pour 10 M\$ de ventes
	Production	Transformation					
3 436	709	837	890	2 436	28 011	71 %	82

Sources: Institut de la statistique du Québec, compilation de la Direction des études et des perspectives économiques du MAPAQ

L'industrie porcine dans son ensemble procure une valeur ajoutée de 2 436 M\$ pour des ventes de 3 436 M\$, soit 71 % des ventes, et génère un peu plus de 28 000 emplois.

➤ **Une contribution supérieure à l'économie québécoise par rapport à la contribution de l'ensemble de la production-transformation du bioalimentaire en 2013³⁰**

Les effets directs de la valeur ajoutée de la production porcine (709 M\$) ainsi que de l'abattage des porcs et de la transformation de la viande de porc (837 M\$) équivalent à 45 % des ventes, comparativement à 41 % pour l'ensemble de la production-transformation. Pour ce qui est des retombées indirectes (890 M\$), cette valeur correspond à 26 % des ventes, tandis que pour le complexe de la production-transformation, les retombées équivalent à 23 % des ventes.

De plus, **l'industrie porcine québécoise procure 82 emplois³¹ par tranche de 10 M\$ de ventes**, alors que la production-transformation du bioalimentaire en procure 73.

La bonne performance de la filière porcine est attribuable, d'une part, à l'impact économique des fournisseurs d'intrants, qui génèrent relativement plus d'emplois dans cette filière par tranche de 10 M\$ de ventes que dans les autres secteurs, soit 34 emplois par rapport à 27, et, d'autre part, au nombre d'emplois reliés à l'abattage des porcs et à la transformation de la viande de porc, soit 31 emplois par rapport à 26 dans la transformation du bioalimentaire.

²⁷ Institut de la statistique du Québec. *Le modèle intersectoriel du Québec: Fonctionnement et applications*. 2013, page 153: « Somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et traitements avant impôts, le revenu net des entreprises individuelles et les autres revenus bruts avant impôts, dont les profits, les amortissements, les intérêts divers, les charges patronales et les avantages sociaux ».

²⁸ Institut de la statistique du Québec. *Le modèle intersectoriel du Québec: Fonctionnement et applications*. 2013, page 27.: « L'unité de mesure utilisée est l'année-personne, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. L'interprétation d'un emploi dans le modèle réfère donc à ce qu'on appelle couramment un équivalent temps complet. Par exemple, deux emplois saisonniers à mi-temps sont considérés dans le modèle comme un emploi en année-personne ».

²⁹ Toutefois, les fournitures importées n'ont pas d'effets sur l'économie du Québec. Elles sont considérées comme des fuites, car les fournisseurs proviennent de l'extérieur de la province.

³⁰ Calcul du MAPAQ.

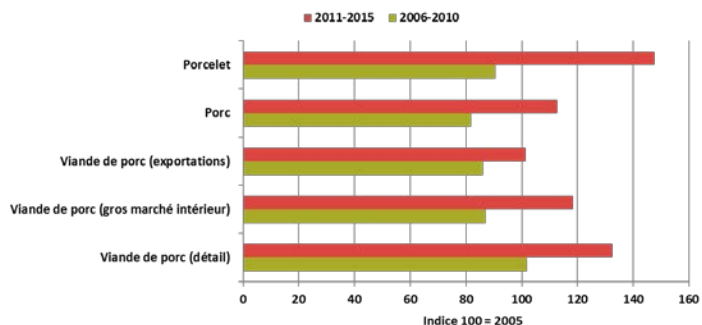
³¹ Ce sont les ventes combinées de la production agricole et de la transformation moins le double comptage.

4. L'évolution des prix

4.1. Les prix de vente

L'analyse de l'évolution des prix et de leur influence sur les marges bénéficiaires brutes des différents maillons de l'industrie porcine est basée sur des références ramenées à un indice 100 en 2005. Un indice supérieur à 100 indique une croissance des prix et, inversement, un indice inférieur à 100 signifie une baisse.

Figure 5 : Évolution des prix de vente
(moyenne quinquennale)



Sources: Les Éleveurs de porcs du Québec, Global Trade Atlas, Bonaventure, Statistique Canada CANSIM 326-0021.

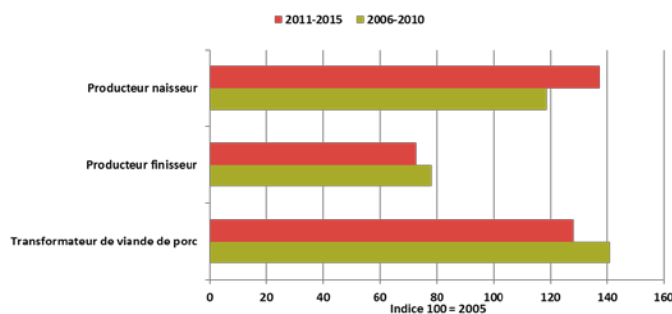
L'analyse de la figure 5 montre qu'entre les deux périodes visées, les prix ont augmenté pour l'ensemble de la filière.

Par ordre décroissant, la hausse des prix entre ces périodes a été la plus élevée pour le porcelet, le porc, la viande sur le marché intérieur, la viande sur le marché du détail et la viande sur le marché d'exportation.

4.2. L'indicateur de marge

En analysant l'évolution du coût des intrants principaux et celle du prix de vente pour les producteurs-naisseurs et les producteurs-finisateurs ainsi que pour les transformateurs de viande de porc, on peut dégager un indicateur de l'évolution de leur marge brute. Une valeur supérieure à 100 indique une marge bénéficiaire brute en croissance et une valeur inférieure à 100 correspond à une marge en décroissance.

Figure 6 : Évolution de l'indice de marge
(moyenne quinquennale)



Sources: Les Éleveurs de Porcs du Québec, Global Trade Atlas, Bonaventure, Statistique Canada CANSIM 326-0021.

L'analyse révèle que la période quinquennale 2011-2015 a été moins favorable aux producteurs-finisateurs et aux transformateurs que la période précédente.

Le coût élevé des porcelets et la fermeture de certains marchés d'exportation ont fort probablement contribué à cette situation.

4.3. Les prix à la consommation

Au Québec, les consommateurs allouent en moyenne 2 %³² de leur facture d'épicerie à l'achat de viande de porc (fraîche ou congelée). Au cours des cinq dernières années, les prix à la consommation ont progressé de 30 % pour la viande de porc, ce qui constitue une augmentation marquée par rapport à d'autres produits alimentaires.

³² Statistique Canada, CANSIM 203-0028; compilation du MAPAQ.

Tableau 3: Croissance des prix à la consommation au Québec de 2010 à 2014 (indice de 2002=100)

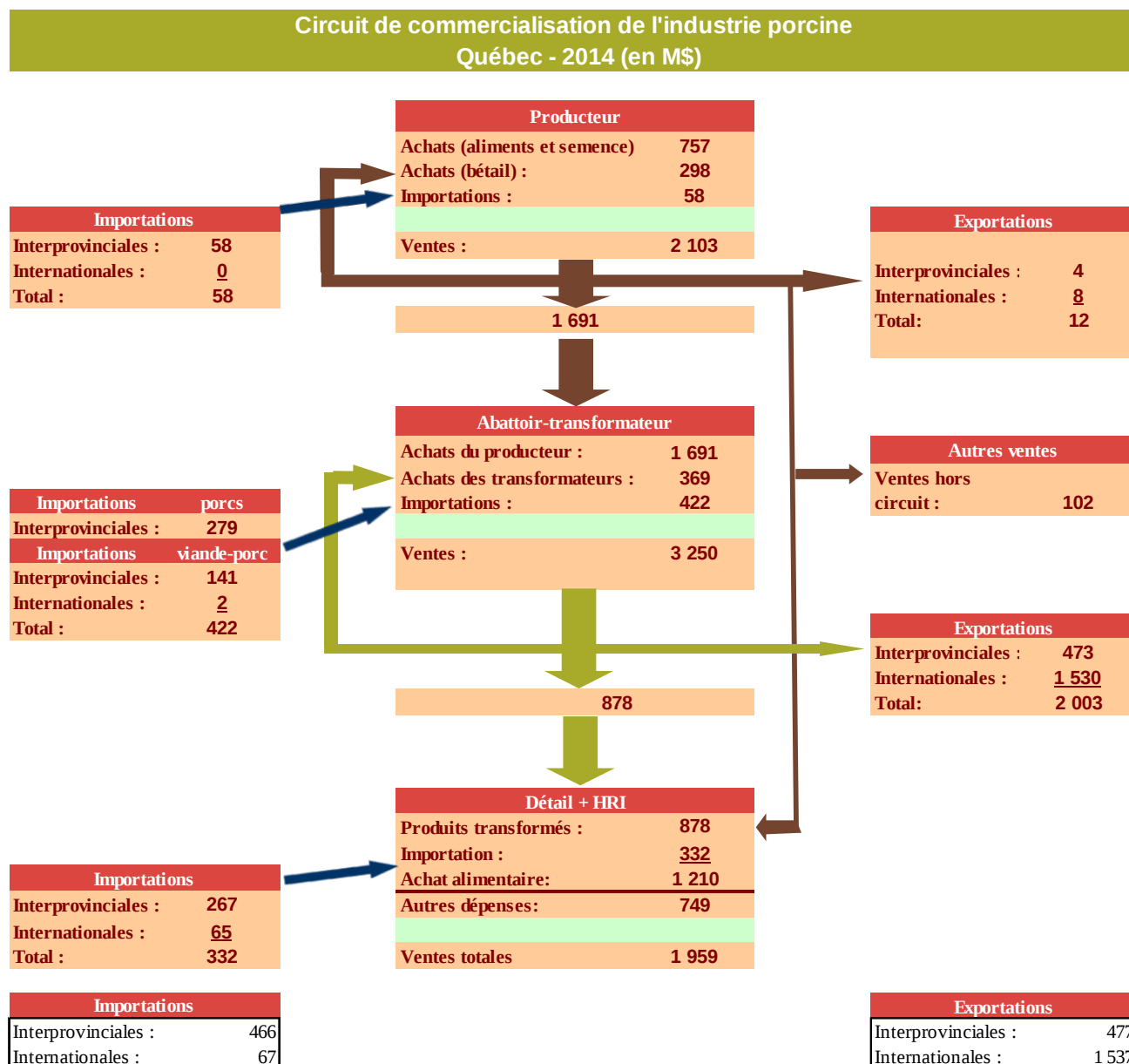
	De 2010 à 2014
Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble (inflation)	7 %
Panier d'épicerie (l'alcool étant exclu)	8 %
Viande de bœuf	34 %
Viande de porc	30 %
Viande de volaille	13 %
Poisson, fruits de mer et autres produits de la mer	13 %
Produits laitiers et œufs	1 %
Produits de boulangerie et céréaliers	4 %
Fruits, préparations à base de fruits et noix	11 %
Légumes et préparations à base de légumes	5 %

Source: Statistique Canada, IPC, CANSIM 326-0020.

Les hausses récentes des prix s'expliquent par la faiblesse de l'offre (maladies au sein des cheptels porcins américains) et l'appréciation du dollar américain par rapport au huard.

5. Le circuit de commercialisation de l'industrie porcine en valeur

Le circuit de commercialisation rend compte des échanges, en valeur, qui s'opèrent entre le secteur de la production, de l'abattage et de la transformation et le marché de la distribution, constitué du commerce de détail et du réseau HRI³³. Il met aussi en évidence les opérations commerciales entre les entreprises du Québec et celles des marchés extérieurs. Le schéma ci-dessous présente une synthèse des évaluations de ce système complexe.



³³ HRI: hôtellerie, restauration et institutions

Globalement, pour 2014, ce schéma montre:

➤ **Des ventes s'élevant à plus de 2,1 G\$ pour les entreprises de production porcine du Québec**

Les éleveurs de porcs du Québec sont spécialisés dans leur production, donc peu diversifiés. De leurs revenus totaux de 2,1 G\$, seulement 102 M\$ proviennent des ventes « hors circuit », notamment celles des céréales et d'autres types de bétail. Leurs principales dépenses concernent l'alimentation (757 M\$), l'achat de bétail (298 M\$) et l'importation de porcelets des autres provinces (58 M\$).

La presque totalité de la production de porcs est abattue au Québec. Les ventes de porcs vivants aux abattoirs totalisent 1,7 G\$ et celles destinées à l'exportation tant interprovinciale qu'internationale, 12 M\$.

➤ **Près de 62 %, des revenus des transformateurs provenant des marchés extérieurs**

En plus des achats des producteurs, les abattoirs et les transformateurs québécois ont dû acheter, pour une valeur de 369 M\$, de la viande de porc provenant des autres abattoirs et transformateurs québécois tout en important des porcs vivants (279 M\$) et de la viande de porc (141 M\$), principalement des autres provinces.

La valeur des livraisons de viande de porc produite et des 73 000 tm³⁴ d'abats est estimée à 3,3 G\$. Les ventes internationales des produits de la viande de porc, sauf les abats, ont une valeur de 1,5 G\$ et les ventes interprovinciales, de 473 M\$, soit essentiellement de la viande et des coupes réfrigérées ou congelées non désossées. Une part importante de la différence entre ces deux marchés, soit 878 M\$³⁵, est destinée au marché domestique. Il s'agit en majorité de viande transformée, de produits de salaison et de charcuteries.

➤ **Environ 73 % de la valeur des achats du détail et du réseau HRI provenant des transformateurs du Québec**

Bien que les transformateurs du Québec produisent suffisamment pour subvenir aux besoins de la population québécoise en ce qui concerne la viande de porc, plus du quart des ventes, estimées à 332 M\$, est comblé par l'importation tant internationale qu'interprovinciale.

Il est à noter qu'une portion des importations de viande de porc pourrait provenir, selon l'industrie, des États-Unis et transiter par l'Ontario. En effet, cette possibilité peut être soutenue par différents facteurs, dont la présence des sièges sociaux des principaux distributeurs du Québec, en Ontario, la présence de grandes surfaces telles que Walmart et Costco qui ont des sièges sociaux aux États-Unis, des ententes avec des entreprises de pays importateurs, des surplus d'écoulement du marché américain, ou simplement les préférences des consommateurs.

Finalement, les détaillants et le réseau HRI ont acheté de la viande de porc pour un total de 1,2 G\$. En ajoutant 749 M\$³³ d'autres dépenses dont les marges des détaillants et des grossistes, on obtient une valeur de la consommation de près de 2,0 G\$.

³⁴ Tm: tonne métrique (carcasse froide).

³⁵ Calcul du MAPAQ pour la demande alimentaire dans le porc au coût d'achat moins les importations.

6. La compétitivité de la production porcine au Québec

La compétitivité peut être définie comme étant la capacité d'accroître ou de maintenir ses parts de marché d'une façon rentable et soutenue. L'analyse de l'évolution des parts de marché calculées à partir des recettes de marché est un baromètre de la compétitivité. En principe, plus on est compétitif sur un marché, plus on y accapare des parts, à moins d'occasions meilleures sur d'autres marchés.

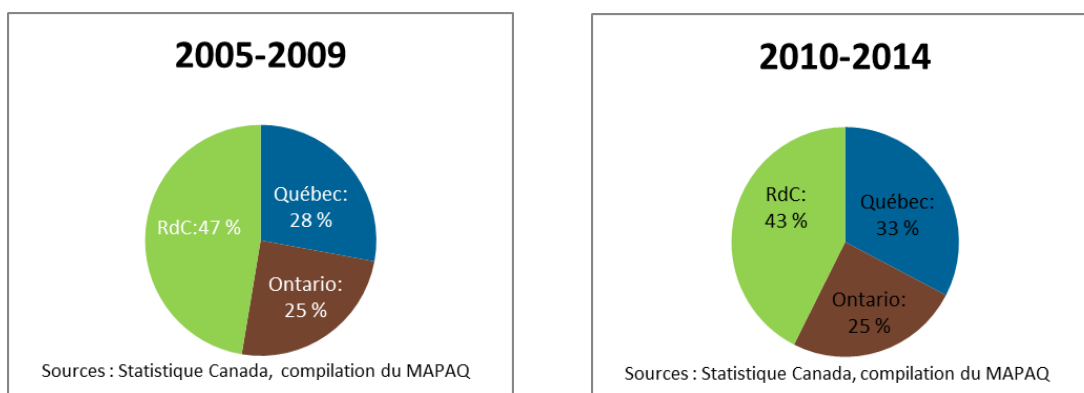
6.1. La compétitivité de la production porcine

6.1.1. Les parts de marché

- **Sur la base de l'augmentation des parts de marché, un secteur qui serait plus compétitif au Québec que dans les autres provinces**

De 2005 à 2014, les recettes de marché de la production porcine au Québec sont passées de 1,0 G\$ à 1,6 G\$, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 5,0 %. Cette croissance est plus élevée que celles du reste du Canada (1,3 %) ou de l'Ontario (3,8 %). On comprend alors pourquoi la part de marché du Québec dans le Canada est passée de 28,0 % pour la période 2005-2009 à 33,0 % pour 2010-2014. Cette croissance a eu lieu au détriment du reste du Canada, dont la part est passée de 47,0 à 43,0 % au cours des mêmes périodes. Le poids des recettes monétaires des producteurs de porcs ontariens dans l'ensemble canadien est resté stable à 25,0 %.

Figure 7 : Évolution des parts des recettes de marché du porc
Québec, Ontario, et reste du Canada (RdC)



6.1.2. L'écoulement de la production

- **Sur la base du volume de porcs produits, une plus grande compétitivité pour le Québec que pour l'Ontario**

Globalement, entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014, le nombre de porcs produits au Québec a diminué moins rapidement (-1,8 %) qu'ailleurs au Canada (-12,0 % en Ontario et -14,4 % dans le reste du Canada) permettant ainsi d'accroître sa part de marché³⁶.

Ce qui distingue le Québec des autres provinces canadiennes est lié aux circuits d'écoulement des porcs, qui sont bien différents d'une province à l'autre tant en matière de répartition que d'évolution. En effet, au Québec, la majorité des porcs sont destinés à l'abattage, alors qu'en Ontario et dans le reste du Canada, respectivement le quart et le tiers du cheptel de porcs produits sont exportés vivants, principalement à l'échelle internationale (États-Unis), pour y être engraisés ou abattus.

³⁶ Conseil Canadien du porc, Porcs mis en marché au Canada et par province, 1984-2014.

Entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014, l'analyse du circuit des abattages d'origine³⁷ montre que la production a baissé partout au Canada, en moyenne de 3 %, mais de façon moins marquée au Québec (-2 %). Dans le reste du Canada et en Ontario, cette production a diminué respectivement de 3 % et de 6 %.

Par ailleurs, les quantités de porcs vivants exportées ont diminué respectivement de 27 % et de 32 % pour l'Ontario et le reste du Canada. Ce ralentissement de l'écoulement sur le marché américain semble être relié aux règles d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO).

Ainsi, les provinces exportatrices de porcs vivants semblent avoir été affectées par l'EPO, ce qui a exercé une pression à la baisse sur les quantités produites.

6.1.3. Les revenus moyens par porc

➤ Sur la base des revenus moyens par porc, une plus grande compétitivité pour le Québec que pour l'Ontario

Outre le fait que la production québécoise de porcs est de plus en plus importante au Canada, la croissance des revenus moyens par porc est un autre facteur explicatif de l'augmentation des parts de marché pour le Québec. Les revenus moyens par porc ont été calculés en divisant les recettes monétaires de marché, qui tiennent compte des primes et du classement³⁸, par la production totale de porcs (abattage, exportation et perte), les paiements gouvernementaux étant exclus.

Ainsi, entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014, les revenus moyens par porc se sont accrus de 47 % au Québec, de 42 % en Ontario et de 30 % dans le reste du Canada. Cette situation est le résultat de l'augmentation moins rapide du prix de vente des porcs vivants exportés (5 %) comparativement à celui des porcs d'abattage des principales provinces productrices (30 %), une différence à l'avantage du Québec, qui n'exporte à peu près pas de porcs ou de porcelets vivants.

Enfin, l'amélioration des indices de classement et l'augmentation du poids moyen des porcs d'abattage, notamment au Québec et en Ontario, peuvent également concourir à expliquer les différences de croissance des revenus moyens par porc.

6.1.4. La rentabilité et les dépenses d'exploitation

De prime abord, selon l'évolution des parts de marché, la compétitivité de la production porcine du Québec s'est améliorée par rapport aux autres provinces canadiennes. Mais qu'en est-il de la rentabilité?

À ce sujet, les données recueillies à partir du programme de données fiscales de Statistique Canada, de 2004 à 2013³⁹, permettent, d'une part, d'estimer le bénéfice net d'exploitation des entreprises par province et, d'autre part, d'étudier l'évolution des structures de coûts de ces entreprises pour comprendre les distinctions quant aux taux de bénéfices dégagés.

Le tableau 4 ci-après montre, pour deux périodes, l'évolution du bénéfice net entre le Québec, l'Ontario et le reste du Canada, avec et sans paiements gouvernementaux bruts⁴⁰, et après les déductions pour amortissement⁴¹.

³⁷Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, abattages d'origine (origine faisant référence aux porcs produits dans la province).

³⁸Les prix servant à établir la valeur des transactions comprennent tout boni ou toute prime que l'on peut rattacher à des produits spécifiques, mais excluent les frais déduits avant que le producteur ne soit payé (exemple: entreposage, transport, commercialisation ou frais d'administration). Statistique Canada, Statistiques économiques agricoles.

³⁹Les données de l'année 2014 ne sont pas disponibles.

⁴⁰Les paiements gouvernementaux comprennent l'ensemble des programmes et des produits d'assurance dont les programmes provinciaux de stabilisation, le régime d'assurance brut, les montants de ristournes, les subventions et les remboursements, les produits d'assurances privés et gouvernementaux, le programme de gestion des risques et d'aide accordée en cas de catastrophe.

⁴¹Les déductions pour amortissement se réfèrent aux éléments d'actifs amortissables relatifs aux revenus agricoles (ex.: bâtiment, équipements).

Tableau 4: Évolution du bénéfice net en % du revenu, Québec, Ontario et reste du Canada

Bénéfice net		Québec		Ontario		Reste du Canada	
		2009-2013	2004-2008	2009-2013	2004-2008	2009-2013	2004-2008
Avec paiement							
	Après amortissement	-1,2%	1,3%	3,8%	1,9%	1,2%	0,8%
Sans paiement							
	Après amortissement	-13,8%	-12,0%	-1,3%	-4,2%	-4,4%	-5,1%
Part des paiements		16,3%	18,0%	6,4%	7,8%	7,0%	7,2%

Source : Statistique Canada : CANSIM 002-0044, Compilation MAPAQ.

Entre les deux périodes analysées, le bénéfice net avec paiements gouvernementaux et après les déductions pour amortissement a diminué au Québec (de 1,3 à -1,2 %) et s'est amélioré en Ontario (de 1,9 à 3,8 %) et dans le reste du Canada (de 0,8 à 1,2 %).

Sans les paiements gouvernementaux, la marge bénéficiaire des entreprises est fortement négative au Québec et s'est dégradée entre les deux périodes (de -12 à -13,8 %). Au contraire, en Ontario, cette marge bénéficiaire s'est améliorée, bien qu'elle demeure négative (de -4,2 à -1,3 %).

La part québécoise des paiements gouvernementaux totaux dans les recettes totales, quoique plus élevées au Québec, qu'en Ontario et que dans le reste du Canada diminue. En effet, entre les périodes 2004-2008 et 2009-2013, cette part est passée de 18,0 à 16,3 % au Québec, alors qu'elle est passée de 7,8 à 6,4 % en Ontario et de 7,2 à 7,0 % dans le reste du Canada.

Globalement, la situation financière du secteur porcin au Québec s'est détériorée entre les deux périodes tandis que celle du secteur porcin en Ontario et dans le reste du Canada s'est améliorée. Cet écart peut s'expliquer par l'analyse de certains coûts de production détaillés au tableau suivant.

Tableau 5: Répartition de certaines dépenses d'exploitation, Québec, Ontario et reste du Canada (%)

		Québec		Ontario		Reste du Canada	
		2009-2013	2004-2008	2009-2013	2004-2008	2009-2013	2004-2008
R246	Achats de porcs	23%	21%	16%	17%	14%	16%
R250	Aliments, compléments, paille et litière	43%	37%	38%	33%	42%	38%
R230	Engrais et chaux	0%	0%	1%	2%	2%	2%
R235	Pesticides	0%	0%	1%	1%	1%	1%
R240	Semences et plants	0%	0%	2%	2%	1%	1%
	Autres dépenses	34%	42%	42%	46%	40%	42%
Total R250+ R230+ R235+ R240		43%	37%	42%	37%	46%	42%
Bénéfice net d'exploitation avec paiements gouvernementaux et sans amortissement		3%	5%	8%	8%	6%	7%

Source : Statistique Canada : CANSIM 002-0044, Compilation MAPAQ.

Pour les périodes 2004-2008 et 2009-2013, les coûts d'alimentation ont augmenté de façon plus importante au Québec qu'en Ontario et que dans les autres provinces. Par ailleurs, les coûts de production de cette alimentation (pesticides, engrais et semences) sont nuls au Québec et de l'ordre de 1 à 2 % en l'Ontario et pour le reste du Canada.

Par conséquent, la somme des coûts d'alimentation et des coûts de production d'aliments montre que le Québec, l'Ontario et le reste du Canada ont connu un ratio similaire entre les deux périodes. En 2009-2013, celui-ci était de 43 % pour le Québec, de 42 % pour l'Ontario et de 46 % pour le reste du Canada.

Par ailleurs, le Québec s'est démarqué par un coût d'achat plus élevé pour les porcelets, et ce, aussi bien en 2004-2008 qu'en 2009-2013. De plus, entre ces deux périodes, ce coût a augmenté au Québec et diminué en Ontario et dans le reste du Canada. Ainsi, pour la période 2009-2013, le ratio des achats des porcelets sur les revenus d'exploitation est de 23 % au Québec, de 16 % en Ontario et de 14 % dans le reste du Canada.

Une explication possible de l'écart observé, surtout en ce qui concerne les porcelets, pourrait être la présence d'une structure de production différente en Ontario et dans le reste du Canada ainsi qu'une disponibilité réduite pour l'approvisionnement en porcelets québécois.

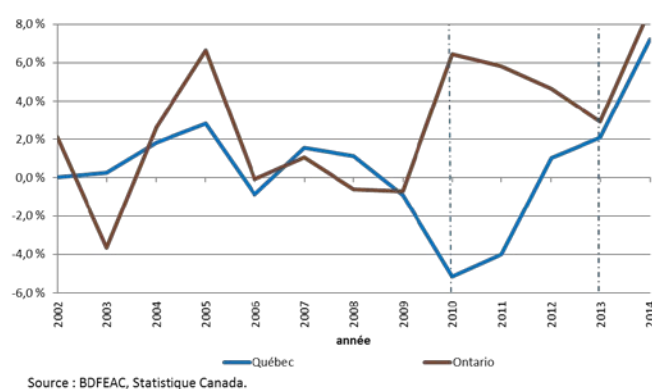
En effet, en 2013, la proportion de naisseurs-finisseurs était plus faible au Québec qu'en Ontario⁴² (24 % versus 42 %) et celle des finisseurs plus élevée au Québec qu'en Ontario (57 % versus 49 %). Par ailleurs, bien que la proportion de naisseurs soit plus élevée au Québec qu'en Ontario (17 % versus 8 %), l'importation d'environ 700 000 porcelets montre un manque d'approvisionnement pour les finisseurs. Ainsi, les coûts des transactions seront plus élevés au Québec ce qui entraînera un coût d'achat de porcelets plus élevés. Par conséquent, en se basant sur un coût similaire dans les trois régions pour les porcelets, on peut affirmer que les entreprises porcines québécoises semblent compétitives sur le plan financier par rapport à celles de l'Ontario et du reste du Canada.

6.2. L'analyse comparative de différents ratios au Québec et en Ontario

➤ Des ratios financiers qui s'améliorent au Québec

L'analyse de différents ratios financiers montre une amélioration, depuis 2010, de la situation financière des producteurs québécois. Toutefois, les producteurs ontariens affichent de meilleurs résultats pour l'ensemble des ratios.

Figure 8 : Évolution du bénéfice net avant impôt des exploitations porcines (après amortissement)



L'analyse de l'évolution du bénéfice net montre des résultats différents au Québec et en Ontario pour la période 2010-2013. Au cours de l'année 2009, sept fois plus de producteurs ontariens que de producteurs québécois ont abandonné la production dans le cadre du programme fédéral de transition pour les exploitations porcines. Ainsi, on peut penser que les entreprises les moins efficaces ont quitté la production plus rapidement en Ontario.

Par ailleurs, en 2013 et en 2014, le Québec et l'Ontario ont connu un bénéfice net positif similaire (2013: Québec, 2,1 % et Ontario, 2,9 %; 2014: Québec, 7,2 % et Ontario, 8,8 %)⁴³.

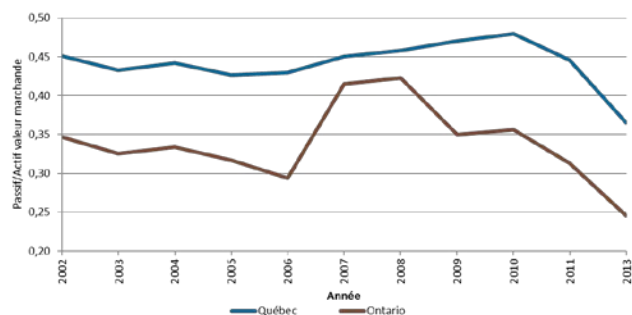
Le ratio d'endettement, qui s'était détérioré d'environ 10 % entre 2005 et 2009 aussi bien au Québec qu'en Ontario, s'est redressé, au cours de la période 2009-2013, de 22 % au Québec et de 30 % en Ontario. Ainsi, en 2013, ce ratio était de 0,37 au Québec et de 0,25 en Ontario.

⁴² Présentation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à la Table ronde sur la chaîne de valeur de l'industrie du porc le 2 février 2016.

⁴³ Statistique Canada, CANSIM 002-0044.

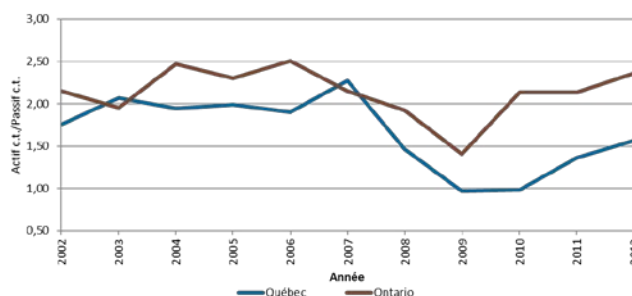
Par ailleurs, en ce qui concerne le fonds de roulement, le ratio du Québec a progressé de 61 % entre 2009 et 2013, passant de 0,97 à 1,56, tandis que celui de l'Ontario a augmenté de 68 %, passant de 1,40 à 2,36. Au cours de la période précédente, qui couvrait les années 2005 à 2009, ce ratio avait subi une perte plus importante au Québec qu'en Ontario (51 % versus 39 %).

Figure 9: Évolution de l'endettement



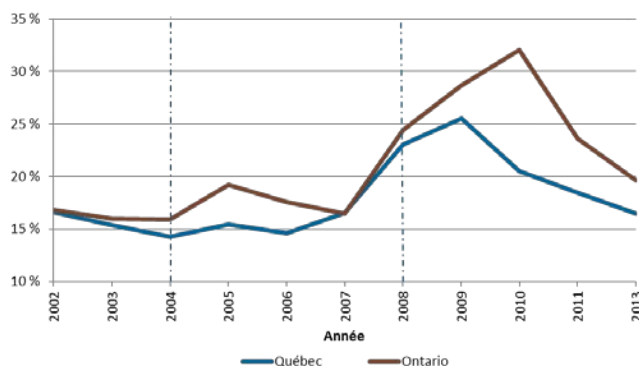
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, CANSIM 002-0065, mars 2015.

Figure 10: Évolution du fonds de roulement



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, CANSIM 002-0065, mars 2015.

Figure 11: Évolution de la part de la dette à court terme dans le revenu total



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, CANSIM 002-0065 et 002-0072, mars 2015.

Enfin, la part de la dette à court terme a augmenté de façon similaire entre 2005 et 2009 pour le Québec (de 19,2 % à 28,7 %) et l'Ontario (de 16 % à 26 %). Pour la période 2009-2013, cette part a diminué pour atteindre 19,6 % au Québec et 15,0 % en Ontario. Le Québec s'est donc amélioré, mais moins que l'Ontario.

Cette amélioration se reflète également dans l'évolution des compensations brutes de l'Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA), comme le montre la figure de l'annexe 10.

Selon des données de La Financière agricole du Québec, l'apport de l'ASRA sur les recettes de marché est en moyenne de 38,5 % pour la période 2005-2009, avec un sommet à 47,0 % pendant la crise du circovirus (2006-2009). De 2010 à 2014, l'effet bénéfique de la Convention de mise en marché des porcs (2009-2013) sur le prix de vente du porc (recettes de marché), conjugué avec la fin de la flambée des coûts de l'alimentation animale, a contribué à réduire ce ratio jusqu'à 12,7 % en moyenne pour cette période⁴⁴.

⁴⁴ Annexe 10.

7. L'abattage, la transformation et la compétitivité du secteur

Au Québec, l'industrie de la transformation de la viande et de la volaille se divise en trois sous-secteurs d'activité:

- ✓ l'abattage (première transformation);
- ✓ le désossage et le dépeçage des carcasses (deuxième transformation);
- ✓ la fabrication de charcuteries et de mets préparés (troisième transformation).

Cette industrie occupe le premier rang parmi tous les secteurs de la transformation des aliments et des boissons en ce qui concerne le nombre d'emplois. En 2014, la fabrication des produits de viandes représentait 21,2 % des livraisons des aliments, de boissons et de tabac du Québec.

Le secteur porcin joue un rôle de premier plan dans l'ensemble du secteur de la transformation des viandes par l'envergure des entreprises d'abattage et la place particulière qu'occupe la viande de porc dans la charcuterie.

7.1. L'abattage et la deuxième transformation

➤ Douze établissements sous inspection fédérale qui abattent 99 % des porcs du Québec

Ces établissements agréés par l'Agence canadienne de l'inspection des aliments peuvent effectuer de la vente à l'extérieur Québec et à l'échelle internationale. Cinq établissements disposent d'une capacité d'abattage de plus d'un million de porcs annuellement. Il est à noter qu'un établissement se concentre sur l'abattage de truies de réforme et que deux autres, de taille plus modeste, abattent également des bovins et des veaux.

Les dix entreprises propriétaires de ces abattoirs,⁴⁵ sont signataires de la Convention de mise en marché des porcs 2016-2019 et sept d'entre elles sont des acheteuses autorisées. Quatre entreprises intègrent l'ensemble des activités de la filière porcine: production, abattage, production d'intrants, transformation des carcasses et troisième transformation.

➤ Les abattoirs sous inspection provinciale

Les établissements sous inspection provinciale ont abattu environ 55 657⁴⁶ porcs en 2014. Ces abattoirs peuvent être titulaires de trois types de permis:

- 10 ont un permis d'abattoir sous inspection permanente de catégorie A-1 (abattage d'espèces de viandes rouges et commercialisation des carcasses au Québec);
- 32 ont un permis d'abattoir de proximité qui limite la commercialisation, ne permettent pas la vente en gros.

➤ Les autres établissements de préparation de carcasses

Les 12 abattoirs fédéraux bénéficient également d'un agrément pour la découpe et le dépeçage. En plus des abattoirs, 48 autres établissements effectuent de la découpe de viande rouge avec un agrément fédéral. Cependant, il est difficile de distinguer avec certitude les entreprises qui transforment de la viande de porc et celles qui n'en transforment pas. La tendance des chaînes d'épicerie à s'approvisionner en viande prête à vendre (*case ready*) augmente la demande pour celle qui est de la découpe complète des carcasses.

⁴⁵Voir annexe 11.

⁴⁶Les Éleveurs de porcs du Québec.

➤ Les établissements traitant des produits liés⁴⁷

La préparation de boyaux est autorisée dans six abattoirs fédéraux. Les boyaux sont essentiellement destinés à la production de l'héparine, un produit médical en demande. Les fournisseurs québécois de boyaux à saucisse s'approvisionnent sur le marché international. Enfin, le Québec compte également quatre entreprises d'importance spécialisées dans la valorisation des produits liés, dont le dépeçage des têtes, la production de saindoux et la revalorisation des produits d'équarrissage et des rejets d'abattoir.

7.2. La surtransformation ou troisième transformation⁴⁸

Le Québec compte 548 établissements de troisième transformation pouvant utiliser de la viande de porc. De ce nombre, 418 ateliers ont un permis provincial de préparation de charcuteries en gros (C1) et 130 usines de transformation de viande exercent leurs activités avec l'agrément fédéral. Ce nombre exclut les ateliers possédant un permis de découpe à forfait et les boucheries munies d'un permis de préparation générale.

Ces usines de troisième transformation préparent essentiellement des charcuteries et des mets préparés. La viande de porc joue un rôle central dans la charcuterie. Elle permet de répondre aux exigences relatives à de nombreux produits saumurés (jambon, épaule picnic, bacon), ainsi qu'à des saucissons et à plusieurs produits avec boyau. La hausse du prix des viandes rouges amène les transformateurs à utiliser davantage la viande de volaille pour des produits de grande consommation comme les saucisses à hot dog.

7.3. La modification du portrait de l'abattage et de la transformation

Le secteur québécois de la transformation de la viande de porc est en constante évolution. Ainsi, des établissements ont cessé leurs activités d'abattage (ex.: Abattoir Dubreuil), et d'autres se sont regroupés (ex.: Olymel et Atrahan Transformation, Olymel et Abattoir Lucyporc). D'autres entreprises ont mis en place ou acquis des usines de surtransformation (ex.: F. Ménard et Viandes Paquette; Les Viandes du Breton et Spécialités Prodal). Dans le domaine de la charcuterie, on note le regroupement de plusieurs entreprises dans le même complexe (Aliments Triomphe inc.).

Les occasions de marché, les difficultés d'accès aux marchés, le développement de nouvelles coupes à valeur ajoutée et les modifications des habitudes de consommation ont fort probablement eu un impact sur ces mouvements dans les entreprises.

7.4. Les défis pour le secteur de la charcuterie ou de la surtransformation

Le secteur de la charcuterie devra concilier durée de vie sur les tablettes et attentes des consommateurs par rapport aux teneurs en sodium et en nitrite dans un contexte de classement des viandes rouges et des charcuteries parmi les produits à risques ou cancérigènes par l'Organisation mondiale de la santé. De plus, un approvisionnement en viande de porc spécifique et l'accès à des services d'abattage demeurent des défis pour les charcuteries artisanales. Cette dernière problématique devrait être minimisée par la mise en oeuvre d'ententes particulières, telles que permises dans la Convention de mise en marché des porcs 2016-2019⁴⁹, et par un approvisionnement direct auprès des producteurs pour au plus 5 % de la capacité de leurs sites de production.

⁴⁷Le terme produits liés désigne ici des produits différents de la viande, ayant une valeur marchande significative, tirée de l'abattage des animaux (définition adaptée de celle du *Grand Dictionnaire terminologie* : <http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca>).

⁴⁸<https://web.mapaq.gouv.qc.ca/bak/listeEtablissement/index.cfm?Requesttimeout=45> et <http://www.inspection.gc.ca/active/scripts/meavia/reglist.asp?lang=f>, consultés le 16 mars 2016.

⁴⁹Convention de mise en marché des porcs, 2016-2019. <http://www.rmaaq.gouv.qc.ca/fileadmin/DocuCentre/Decision/2015/10759.pdf>.

7.5. La compétitivité du secteur de l'abattage et de la transformation

Pour le secteur de l'abattage et de la transformation du porc, aucune donnée financière globale n'est disponible. L'analyse de compétitivité repose sur l'évolution des volumes d'abattage au Québec et dans les autres provinces, pour autant que l'évolution de ces volumes reflète la santé et la capacité financière des entreprises.

➤ Une meilleure compétitivité pour le Québec dans le secteur de l'abattage

Tableau 6: Évolution des parts d'abattage de porcs
Québec, Ontario et, reste du Canada (%)

	2005-2009	2010-2014
Québec	37,0 %	38,4 %
Ontario	22,2 %	20,6 %
RdC	40,7 %	40,9 %

Source : AAC : Origine des porcs abattus,
compilation du MAPAQ.

Ainsi, entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014, l'évolution des parts d'abattage montre une stabilisation du poids relatif du reste du Canada et une diminution de 1,6 point de pourcentage en Ontario au profit du Québec.

Par conséquent, une augmentation du nombre de porcs abattus au Québec serait alors synonyme d'une meilleure compétitivité dans le secteur de l'abattage et de la transformation comparativement aux autres provinces.

➤ Une compétitivité moindre pour le Québec dans le secteur de la transformation

Statistique Canada publie de l'information sur l'ensemble des viandes par l'entremise de la catégorie « Fonte de graisses animales et transformation de la viande provenant de carcasses ». « Cette classe canadienne comprend les établissements dont l'activité principale est la fonte de graisses animales, d'os et de déchets de viande; la préparation de la viande et des sous-produits de la viande provenant de carcasses⁵⁰. »

L'évolution du poids de la transformation de la viande rouge montre qu'entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014, le Québec a maintenu sa part, tandis que l'Ontario l'a fait passer de 50,6 à 57,3 %⁵¹.

Tableau 7: Évolution du poids de la transformation de la viande
Québec, Ontario et, reste du Canada (%)

	2005-2009	2010-2014
Québec	19,1 %	19,2 %
Ontario	50,6 %	57,3 %
RdC	30,3 %	23,5 %

Sources : Statistique Canada : CANSIM 304-0014,
et 304-0015, compilation du MAPAQ

Par conséquent, c'est en Ontario que la transformation de la viande se centralise de plus en plus. Le Québec arrive au troisième rang pour la part de la transformation.

Au Québec, le volume de transformation de viande rouge est constitué en majorité de porcs. De plus, malgré la fermeture d'établissements importants d'abattage de bœuf, le MAPAQ estime qu'entre 2009 et 2014, les quantités transformées de viande de bœuf se sont maintenues, surtout grâce à l'apport de l'importation. Par conséquent, entre les deux périodes, la part de la transformation de la viande de porc s'est maintenue.

Finalement, on pourrait conclure que, même si les entreprises d'abattage du Québec semblent avoir un avantage comparatif par rapport à celles des autres provinces canadiennes la transformation des viandes semble plus importante en Ontario. Ce résultat est possiblement le reflet d'une meilleure compétitivité pour les entreprises de transformation de cette province.

⁵⁰Définition SCIAN 2012: 311 614.

⁵¹Estimation des données pour les années 2013 et 2014 par le MAPAQ.

8. Le développement durable

Au cours des années 90, le secteur porcin a dû faire face à un problème d'acceptabilité sociale relié, entre autres, aux odeurs dégagées, aux périodes d'épandage et à des risques de contamination de l'eau. Il en a découlé un moratoire et différentes mesures gouvernementales visant à encadrer la production porcine et à améliorer la cohabitation. Après plus de quinze ans de ce régime, et malgré les mesures prises par le secteur, le développement durable de la production porcine est toujours l'objet d'une perception négative.

L'analyse ci-après vise à mettre en lumière aussi bien les avancées du secteur en matière de développement durable et d'acceptabilité sociale que les éléments à améliorer ou à peaufiner, selon l'analyse des seize principes du développement durable, et ce, pour poursuivre le développement du secteur.

➤ Une définition du développement durable

Le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il s'appuie sur une vision à long terme prenant en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement (Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), 2015).

➤ Les actions du secteur en matière de développement durable

L'analyse des actions du secteur porcin du Québec montre qu'il s'adapte et se prend en main afin de développer la production de façon durable. En effet, que ce soit par l'étude des impacts de cette production sur son milieu ou par une réglementation, le secteur se montre intéressé à aller de l'avant en tenant compte des différents facteurs touchés par le développement durable. Les Éleveurs de porcs du Québec ont amorcé des démarches de développement durable et de responsabilité sociale dont:

- Un rapport portant sur treize indicateurs de développement durable (2009).
- une analyse de cycle de vie de la production du porc (2012), y compris une « empreinte eau », une « empreinte carbone » et un bilan socioéconomique. Cette analyse a permis notamment d'établir qu'au Québec, cette production utilise moins d'eau que dans les principaux pays producteurs de porcs;
- un rapport de responsabilité sociale (2014) répondant aux exigences du Sustainability Assessment of Food and Agriculture System de l'ONU, une première mondiale pour la production porcine.

De plus, des fiches techniques et des guides⁵² ont été produits en collaboration avec Les Éleveurs de porcs du Québec pour appuyer les différents acteurs de la production porcine dans l'amélioration de leurs pratiques dans les domaines de l'agroenvironnement et de la cohabitation.

En ce qui a trait à la réglementation, plusieurs mesures sont suggérées ou rendues obligatoires, pour une production respectueuse de l'environnement et du bien-être animal (BEA). Du point de vue gouvernemental, les entreprises porcines doivent répondre à des normes d'écoconditionnalité, dont le bilan phosphore et un plan agroenvironnemental de fertilisation, pour avoir accès à différents programmes gouvernementaux.

⁵²Fiche technique sur le bilan alimentaire et la réduction des rejets (2007), Méthodes de gestion des animaux morts (2011), multitudes de fiches sur la gestion du lisier, son entreposage et son épandage (2005-2009), implantation de haies brise-vent (2007), exploitation porcine et gaz à effet de serre (2009).

Par ailleurs, en 2009, Les Éleveurs de porcs du Québec ont rendu obligatoire la certification de tous les sites d'élevage en vertu du programme Assurance Qualité Canada⁵³ (AQC), qui dicte des mesures à respecter pour favoriser la santé, le bien-être animal, la salubrité et l'utilisation judicieuse des antibiotiques.

En 2014, un code pancanadien pour le BEA a été mis en place avec la collaboration de différents acteurs. Ainsi, depuis juillet 2014, toute nouvelle construction ou rénovation doit répondre à ce code entre autres par l'aménagement de logements pour les truies en groupe.

D'autres actions ont été mises en place pour assurer un développement durable de la production porcine notamment en ce qui concerne la surveillance, le contrôle et l'éradication de certaines maladies ayant une incidence économique importante pour la filière dont le syndrome reproducteur et respiratoire porcin (SRRP) et la diarrhée épidémique porcine (DEP). Dans ce dernier cas, il faut souligner la collaboration fructueuse et proactive de l'industrie dans la prévention de la DEP au Québec et le contrôle de cette maladie. Par ailleurs, la gestion de la relève et la disponibilité d'employés compétents sont des éléments importants assurant le développement optimal de la filière.

➤ Des actions à poursuivre

À la suite de l'évaluation du secteur selon les seize principes du développement durable⁵⁴, l'acceptabilité sociale et le respect des normes de bien-être animal ressortent comme des points à ne pas négliger.

En effet, au plus tard en 2024, l'ensemble des entreprises porcines devra répondre au code de bien-être animal, qui exige notamment de plus grandes superficies disponibles pour les truies et les porcs. Dans ce contexte, des bâtiments devront être rénovés ou reconstruits comprenant un accroissement possible de la superficie de plancher. Par conséquent, les projets portant sur le BEA devront répondre aux exigences réglementaires des MRC⁵⁵ et des municipalités au regard de la production porcine. De plus, dans certaines conditions, les producteurs devront se soumettre à un processus de consultation publique. Dans les deux cas, l'acceptabilité sociale sera au cœur de la réalisation des projets liés au BEA.

⁵³Décision 9265 de la RMAAQ Règlement sur la production et la mise en marché des porcs:
<http://www.rmaaq.gouv.qc.ca/fileadmin/DocuCentre/Decision/2009/9265.pdf>.

⁵⁴Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

⁵⁵MRC: municipalité régionale de comté.

9. La recherche et l'innovation⁵⁶

9.1. Les avancées des cinq dernières années en production porcine

Les principaux enjeux liés à la recherche et à l'innovation qui sont reconnus par la filière porcine au Québec et qui ont fait l'objet de projets de recherche au cours de la période 2010-2014 concernent principalement la santé du cheptel, le bien-être animal, la biosécurité, l'utilisation judicieuse des antibiotiques, l'alimentation, l'environnement et la qualité de la viande.

➤ La santé, la biosécurité et le contrôle des maladies

Les problèmes de santé du cheptel porcine affectent non seulement les producteurs, mais également l'ensemble de la filière. Dans ce cadre, plusieurs recherches ont été menées pour contrer certaines maladies coûteuses, tel le syndrome reproducteur et respiratoire porcine (SRRP). La réalisation du projet CLÉ-SRRP et la poursuite de ce type d'interrelation entre les acteurs d'une région ainsi que la mise en place d'une veille permettent au secteur d'être mieux outillé pour au moins contrôler cette maladie.

En 2013, la diarrhée épidémique porcine (DEP) a causé 8 millions de pertes en porcelets aux États-Unis. Des recherches visant à connaître les vecteurs de cette maladie, l'évaluation des risques présents dans le transport et dans les centres de rassemblement et l'élaboration de règles de biosécurité ont permis de réduire la propagation du virus au Québec et, finalement, de le contrôler en 2015.

D'autres recherches concernant ces virus et d'autres agents pathogènes, leurs modes de propagation, les concentrations critiques et les moyens de contrer leur entrée dans les bâtiments ont permis au secteur de modifier ses façons de faire en vue de minimiser les contaminations. Par ailleurs, des études et des formations portant sur la biosécurité sont présentes à tous les niveaux de la filière: fermes, entreprises de transport, fournisseurs d'intrants, fournisseurs de services, abattoirs et centres de rassemblement.

➤ Le bien-être animal et la manipulation des porcs

Les marchés exigent de plus en plus que les animaux soient élevés dans un environnement favorisant le bien-être animal. Au regard du nouveau code canadien de bonnes pratiques en bien-être animal, les producteurs, pour répondre à ses exigences, doivent modifier leurs bâtiments et leur régie, dans un souci de minimiser les coûts de production et de maximiser l'efficacité et le rendement. Plusieurs études ont permis d'informer les producteurs sur la façon d'aménager leurs bâtiments, en fonction entre autres, du type d'alimentation et du type d'alimentateur tout en respectant les limites réglementaires.

D'autres études en cours traitent également de l'amélioration génétique et de la génomique notamment en ce qui concerne les sujets ayant moins d'impact pour ce qui est des odeurs sexuelles (la douleur et la castration).

➤ Les antibiotiques

L'utilisation d'antibiotiques dans la production animale et son impact sur l'antibiorésistance au regard de l'humain représente une priorité mondiale. Dans le programme AQC, les producteurs sont suivis pour une utilisation judicieuse des antibiotiques. Une recherche est en cours présentement pour l'obtention de l'utilisation des antibiotiques en temps réel.

⁵⁶ Il est à noter que le Québec participe à la grappe porcine canadienne, qui dispose d'un budget de 13 M\$ pour la période 2013-2018 et qui couvre plusieurs des sujets de recherche et d'innovation décrits ci-dessus.

➤ **L'alimentation, le coût de production et l'environnement**

L'alimentation des porcs s'est modifiée au fil du temps. Ainsi, l'alimentation de précision et l'utilisation de certains additifs ou enzymes telle la phytase, permettent de modifier les teneurs en phosphore et en nitrate dans le lisier. Pour rendre compte des teneurs réelles, une étude portant sur le bilan alimentaire est en cours.

D'autres études ont d'abord porté, sur une régie appelée « gains compensatoires » permettant de diminuer les coûts de l'alimentation, ensuite sur l'utilisation réelle de l'eau par rapport aux appareils utilisés afin de minimiser « l'empreinte eau » et enfin, sur l'utilisation d'additifs ou d'enzymes pour améliorer la performance des porcs.

➤ **L'innovation en mesure de la qualité de la viande**

Pour les producteurs et les abattoirs, il est important de produire et d'obtenir un porc qui répond aux exigences des différents marchés, de manière à récolter le maximum de gains. Cette information doit être connue in vivo. Ainsi des travaux de recherche ont porté sur l'évaluation de l'efficacité de différents appareils de mesure non invasive permettant d'obtenir un porc répondant aux exigences des marchés, et ce, à un moindre coût.

➤ **Le soutien de l'état en recherche et développement et autres soutiens financiers**

Globalement, de 2009 à 2014, plus de 4,8 M\$ qui ont été versés pour supporter la recherche et le développement par l'entremise de différents programmes : Programme de soutien aux stratégies sectorielles de développement, Programme de soutien aux stratégies sectorielles de développement -2, Programme Innov'Action agroalimentaire, Programme de soutien à l'innovation agricole (PSIA), Programme d'appui financier aux regroupements et associations de producteurs désignés (PAFRAD), Programme d'appui pour un secteur agroalimentaire innovateur (PASAI) et Inno'bio. Ce montant n'inclut pas le soutien financier au centre d'expertise et de transfert qu'est le Centre de développement du porc du Québec qui s'est élevé à 6,39 M\$ pour la période couvrant avril 2009 à mars 2014.

Par ailleurs le secteur porcin québécois bénéficie d'appuis financiers d'un autre ordre qu'en recherche et développement lui permettant d'être un apport économique pour le Québec et de poursuivre le développement durable de la production. En ce qui concerne les programmes d'assurances⁵⁷, les sommes versées sont en moyenne annuellement de 2010 à 2013 de 11 M\$ pour Agri-Stabilité, de 6,5 M\$ pour Agri-Investissements et de 14,2 M\$ pour Agri-Québec. En matière de protection du revenu⁵⁴, en moyenne annuellement pour le volet porcelet, les sommes versées se chiffrent à 64,5 M\$ et pour le volet porc à 109,9 M\$.

Enfin, quant aux autres mesures d'aide⁵⁸, le Ministère a versé, dans les trois dernières années, plus de 3,8 M\$ pour l'agroenvironnement, plus de 20,6 M\$ en développement économique et régional et plus de 32,9 M\$ en crédits de taxes foncières.

9.2. Les priorités de recherche pour les prochaines années

Au cours des prochaines années, les priorités de recherche selon le plan stratégique de la filière porcine québécoise devraient être orientées, entre autres, vers les aspects suivants: la santé du cheptel (y compris la veille sanitaire, les CLÉS et l'antibiorésistance), la biosécurité à tous les niveaux de la filière ainsi que le bien-être animal (transformation des bâtiments, coûts de production, l'alimentation, castration et la génomique).

⁵⁷ Annexe 13.

⁵⁸ Annexe 12.

10. Les enjeux et les défis

➤ La santé du cheptel : un défi constant

La santé du cheptel est un défi constant, car elle est liée à des pertes économiques qui peuvent être importantes. Pour le SRRP, les pertes estimées par l'industrie se situent entre 40 M\$ et 50 M\$⁵⁹ par année. Dans le cas de la DEP, elles pourraient être de 10 à 50 M\$ par année. Pour protéger les troupeaux et l'approvisionnement des abattoirs, les mesures de biosécurité tout au long de la chaîne de valeur sont à renforcer.

La filière doit aussi être à l'affût de l'émergence de nouvelles maladies et, par une veille, s'assurer de prendre les moyens nécessaires pour contrer leur arrivée, surtout pour les maladies à déclaration obligatoire. Dans ce dernier cas, il existe un risque de fermeture des frontières, ce qui aurait un impact majeur sur l'ensemble de l'industrie. La filière doit s'y préparer et mettre en place des procédures qui permettront, pendant cette période, d'écouler et de contrôler la production, l'abattage, la transformation, l'entreposage et la distribution des produits au Québec et au Canada.

➤ Un secteur qui doit demeurer vigilant et adapter sa réponse aux demandes des consommateurs et des marchés

Environ 70 % de la production québécoise (en volume) est exportée. Par conséquent, la filière est sensible aux variations dans les tendances de marchés. Ces tendances peuvent porter aussi bien sur la production biologique, que sur l'impact environnemental, l'acceptabilité sociale, le bien-être animal ou, la santé, par exemple.

En ce qui concerne le bien-être animal, d'ici 2022, de grands distributeurs canadiens et américains ainsi que plusieurs pays, dont l'Union européenne (UE) et l'Australie, et certains États américains exigeront des viandes provenant de porcs élevés conformément aux normes en matière de BEA telles qu'elles sont définies dans le nouveau code. De même, en ce qui concerne la production biologique, certains marchés, dont les États-Unis et l'Union européenne, sont en demande. Le défi pour la filière sera de répondre rapidement à ces exigences de manière rentable et efficace.

Enfin, d'autres facteurs peuvent toucher différents aspects de la production et de la transformation : déclaration portant sur le potentiel cancérigène des viandes, utilisation de certains additifs alimentaires en matière de croissance comme la ractopamine, règles d'étiquetage, etc.

➤ L'acceptabilité sociale: un défi pour le secteur dans un contexte de renouvellement des bâtiments en fonction des normes relatives au bien-être animal

Le secteur devra répondre aux normes du Code canadien de bien-être animal qui exige de plus grandes superficies pour les truies en groupe, les truies en cage et les porcs. Les MRC et les municipalités peuvent adopter un schéma d'aménagement et des règlements pour encadrer la production porcine aussi bien en ce qui a trait à la superficie des bâtiments, qu'au nombre de porcs ou des lieux d'activité ou aux distances séparatrices.

Dans certaines MRC ou municipalités, des facteurs peuvent empêcher les modifications visant à respecter le code. De plus, dans certaines conditions, le producteur doit se soumettre à un processus de consultation publique. Par conséquent, l'amélioration de l'acceptabilité sociale, devient un défi à relever d'ici l'année butoir fixé par le code, soit 2024.

⁵⁹ Centre de développement du porc du Québec, projet de recherche sur les CLÉ-SRRP, résultats 2014.

➤ **La poursuite de la croissance du commerce international et un secteur qui doit assurer l'accès aux différents marchés.**

La demande mondiale de viande porcine présente des perspectives intéressantes en matière de croissance pour la période 2015-2024. Selon l'OCDE et la FAO⁶⁰, le commerce international devrait croître de 2 % annuellement. De plus, la croissance de la consommation mondiale sera, selon l'OCDE, de l'ordre de 1 %. La vitalité des marchés, principalement au regard de l'exportation, demeure une occasion pour l'industrie porcine québécoise qui est un des leaders mondiaux actuels.

Les ententes commerciales favorisent l'entrée des produits sur les marchés. En 2014, la signature de l'entente avec la Corée du Sud était une bonne nouvelle en soi, même si elle n'a pas permis de rattraper immédiatement les autres compétiteurs pour ce qui concerne les frais douaniers. Les ententes récentes avec l'Ukraine et l'Inde, qui toucheront surtout les produits transformés, ainsi que celles avec l'Union européenne et les douze pays couronnant le Pacifique (Partenariat transpacifique) lorsqu'elles seront finalisées, seront un atout pour les entreprises québécoises répondant aux normes de ces pays.

La filière doit être imaginative et proactive pour maintenir et conquérir de nouveaux marchés surtout dans les cas de fermeture de frontières à nos produits en raison d'un différend diplomatique (comme en Russie depuis 2014) ou de détection d'une substance interdite dans un pays (présence de ractopamine dans un conteneur en Chine en août 2014). Ces événements entraînent un mouvement des produits et des marchés qui a un impact financier sur la filière et ses partenaires telles que les maisons de commerce.

⁶⁰ Organisation de coopération et de développement économiques; Food and Agriculture Organization of the United Nations.

CONCLUSION

Que devons-nous retenir de notre analyse pour la période 2009-2014? Globalement, la situation de la filière porcine québécoise semble actuellement favorable:

- augmentation de la part de vente aux comptoirs des viandes fraîches des grands magasins alimentaires au Québec (de 21 à 23 %);
- augmentation de la valeur des exportations (40 %);
- diminution de la production dont le rythme est plus lent que dans les autres provinces;
- maintien du nombre de porcs abattus (environ 8 millions) avec l'aide des importations de porcs d'abattage, surtout en provenance de l'Ontario;
- amélioration du revenu moyen par porc, avec une plus forte augmentation au Canada;
- meilleures performances pour ce qui est du nombre d'emplois par 10 M\$ de ventes nettes (82 emplois / 73 emplois pour la production – transformation du bioalimentaire);
- croissance moyenne annuelle des recettes de marché (la plus forte au Canada, soit 5 % de 2004 à 2014);
- amélioration des différents ratios financiers, qui sont néanmoins toujours inférieurs ceux des producteurs de l'Ontario et du reste du Canada.

Par ailleurs, même si le bilan de la période 2009-2014 s'avère positif, la filière doit rester proactive et à l'affût des mouvements des marchés, de même que des exigences des consommateurs et des marchés tout en faisant preuve de vigilance à l'égard des maladies émergentes ou à déclaration obligatoire.

En effet, en 2015, le secteur porcin a vu une modification de son environnement d'affaires:

- diminution du prix du porc vivant;
- diminution de la valeur du dollar canadien;
- stabilisation du prix du grain;
- mise en place d'éléments de biosécurité;
- risque d'introduction de maladies existantes ou émergence de nouvelles maladies avec le suivi qui en résulte.

Pour les prochaines années, le secteur devra:

- améliorer ses coûts de production, entre autres en ce qui a trait au prix du porcelet pour le secteur de la production;
- moderniser ses installations pour répondre aux exigences des marchés relatives au bien-être animal;
- minimiser les risques en matière d'acceptabilité sociale pour répondre à ces exigences;
- prendre des décisions d'affaires en fonction des besoins liés à la biosécurité et au BEA;
- innover et développer de la valeur ajoutée dans les produits de porcs afin notamment d'augmenter la part québécoise au sein du Canada;
- moderniser les installations d'abattage et de transformation pour répondre à certains marchés;
- prendre les mesures nécessaires pour accéder aux marchés disponibles à la suite de la conclusion des ententes commerciales.

D'une année à l'autre, différents événements peuvent modifier le cours économique de la filière. Le secteur porcin québécois doit être à l'affût afin de demeurer compétitif, de maintenir ou d'augmenter son nombre d'emplois et d'améliorer son apport économique pour le Québec.

ANNEXES

Annexe 1: Part de la production canadienne dans la demande totale de viande de porc au Canada

Calcul de la part de la production canadienne dans la demande totale de viande de porc au Canada:

$$\frac{\text{Production de 2014}}{(\text{Consommation} + \text{exportations} + \text{stocks de fin} + \text{pertes} + \text{autres utilisations})} = 88 \%$$

Tableau de l'évolution de la part de la demande en 2005, 2009 et 2014

Viande de porc au Canada (quantité)	2005	2009	2014
Importations en proportion de la DEMANDE	6 %	8 %	9 %
Production en proportion de la DEMANDE	92 %	89 %	88 %
Stocks en proportion de la DEMANDE	2 %	2 %	3 %
	100 %	100 %	100 %

OFFRE = DEMANDE

DEMANDE = consommation + exportations + stocks de la fin + utilisations industrielles + pertes.

OFFRE = stocks du début + production + importations.

Annexe 2: Ventes au détail dans les grands magasins pour les principales viandes fraîches et congelées, Québec, moyennes de 2012 à 2014 (poids détail)

		Bœuf	Poulet	Porc	Dinde	Veau	Mouton et agneau	Autres viandes	Total viande
Ventes	kg	66 731 082	66 409 668	42 724 040	8 558 336	4 127 591	814 948	3 166 107	199 637 311
Ventes	\$	732 433 871	501 493 612	290 875 761	33 707 392	51 083 900	13 119 230	28 227 361	1 698 426 703
Prix moyen	\$/kg	11,00	7,55	6,82	3,94	12,39	16,27	-	-

Source: Nielsen.

**Annexe 3: Perspectives de la consommation de viande porcine, par région, d'ici 2024
(poids carcasse)**

Régions	Consommation (x 1 000 tonnes) Projection en 2024	Taux de croissance annuel moyen (%) ¹		Part des régions	
		2005-2014	2015-2024	Moyenne 2012-2014	2024
PAYS DÉVELOPPÉS:	40 538	0,2	0,2	34 %	32 %
AMÉRIQUE DU NORD:	10 105	-0,4	0,2	24 %	25 %
États-Unis	9 286	-0,4	0,2		
EUROPE:	26 434	0,4	0,1	67 %	65 %
Union européenne	20 132	-0,5	-0,1		
Fédération de Russie	4 053	4,9	0,8		
PAYS D'Océanie Développés:	817	2,4	1,2	2 %	2 %
Australie	713	2,6	1,2		
AUTRES PAYS Développés ² :	3 182	0,4	0,5	8 %	8 %
Japon	2 444	0,2	0,0		
Afrique du Sud	311	2,5	3,1		
PAYS EN Développement:	87 727	2,9	1,2	66 %	68 %
AFRIQUE	2 064	5,5	4,2	2 %	2 %
AFRIQUE DU NORD	62	29,1	2,6		
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2 003	5,0	4,2		
AMÉRIQUE LATINE et CARAÏBES	9 363	3,7	2,0	10 %	11 %
Mexique	2 204	3,2	1,5		
ASIE et PACIFIQUE	76 300	2,8	1,1	89 %	87 %
Chine ³	62 015	3,0	0,9		
Corée du Sud	1 976	1,6	1,5		
Malaisie	285	2,4	1,6		
MONDE	128 265	2,0	0,9	100 %	100 %
PAYS MOINS AVANCÉS (PMA)	2 538	5,3	3,9	1 %	2 %
BRIC	70 483	3,1	1,0	55 %	55 %

1. Taux de croissance selon la méthode des moindres carrés.

2. Comprends Israël et les économies en transition: le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

3. Continentale uniquement. (Les économies de Taipei chinois, de Hong Kong et de Macao sont comprises dans l'agrégat des autres pays d'Asie Pacifique).

Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2015.

Annexe 4: Parts des marchés internationaux en valeur dans les exportations québécoises de viandes fraîches, réfrigérées, congelées et transformées et d'abats de 2013 à 2015

Pays	Dollars canadiens			% Part de marché		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Monde	1 359 740 761	1 529 834 120	1 405 311 490	100.00	100.00	100.00
États-Unis	466 273 669	611 663 652	687 845 595	34,29	39.98	48.95
Japon	264 309 940	265 666 791	250 568 628	19.44	17.37	17.83
Chine, Rép. pop.	127 345 582	112 416 404	99 330 359	9.37	7.35	7.07
Hong Kong	10 572 590	20 889 592	31 034 074	0.78	1.37	2.21
Vietnam	762 236	1 109 789	3 345 959	0.06	0.07	0.24
Russie	162 812 348	165 757 606	48 573	11.97	10.84	0.00

Source: Global Trade Atlas, mars 2016.

Annexe 5: Parts des exportations canadiennes en valeur par province de viandes fraîches, réfrigérées, congelées et transformées et d'abats de 2013 à 2015

Provinces	Dollars canadiens			% Part de marché		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Canada	3 106 953 596	3 602 573 128	3 341 468 430	100.00	100.00	100.00
Québec	1 359 740 761	1 529 834 120	1 405 311 490	43.76	42.47	42.06
Manitoba	723 484 780	861 251 832	784 128 656	23.29	23.91	23.47
Ontario	553 826 278	620 132 012	560 099 641	17.83	17.21	16.76
Alberta	370 914 855	493 625 804	490 682 515	11.94	13.70	14.68
Colombie Britannique	92 114 504	87 836 103	95 766 420	2.96	2.44	2.87
Saskatchewan	5 101 122	7 268 881	3 796 643	0.16	0.20	0.11

Source: Global Trade Atlas, mars 2016.

Annexe 6: Répartition des importations par province en tonnes métriques de 2010 à 2015

Provinces	Année					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Canada	186 163	203 243	236 452	222 283	213 675	221 002
Ontario	138 173	145 419	166 262	15 1827	140 223	142 157
Colombie-Britannique	17 454	21 321	23 924	22 106	20 010	23 366
Saskatchewan	11 210	12 147	15 553	13 290	15 304	17 463
Manitoba	9 970	12 846	13 816	14 526	13 353	14 760
Québec	4 704	7 024	9 882	8 285	13 688	12 053
Alberta	3 467	3 691	5 704	10 123	9 371	9 800
New Brunswick	1 186	794	1 312	2 126	1 725	1 403
Nova Scotia	0	0	0	0	0	0

Source : Global Trade Atlas, viandes fraîches, congelées et transformées et abats.

Annexe 7: Répartition au Canada des importations en tonnes métriques par pays de 2010 à 2015

Pays	Année					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Monde	186 163	203 243	236 452	222 283	213 675	221 002
États-Unis	181 467	196 656	226 492	212 197	198 410	203 029
Allemagne	5	161	1 805	3 457	4 048	4 010
Danemark	1 025	2 052	1 921	1 305	2 447	2 308
Espagne	55	65	69	325	1 623	2 217
Chili	1 764	2 074	2 569	1 642	1 380	1 342
Pologne	62	14	88	75	1 319	2 790
Autres pays	1 736	2 045	3 345	3 110	4 252	5 051

Source : Global Trade Atlas, viandes fraîches, congelées et transformées et abats.

Annexe 8: Nombre de fermes déclarantes et nombre moyen de porcs dans les fermes déclarantes

Nombre de fermes par province et au Canada, 2010-2016

Provinces	Année							Variation	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2010-2014	2011-2015
Canada	7 705	7 390	7 255	7 135	7 050	6 990	6 965	-9%	-5%
Québec	1 980	1 960	1 925	1 890	1 865	1 845	1 840	-6%	-6%
Ontario	2 695	2 560	2 530	2 500	2 490	2 475	2 475	-8%	-3%
Manitoba	680	605	585	570	555	545	545	-18%	-10%
Saskatchewan	510	510	505	500	485	485	485	-5%	-5%
Alberta	925	855	835	820	810	805	805	-12%	-6%

Source: Statistique Canada. CANSIM 003-0103, au 1^{er} janvier.

Nombre moyen de porcs dans les fermes, par province et au Canada, 2010-2016

Provinces	Année							Variation	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2010-2014	2011-2015
Canada	1 618	1 707	1 740	1 767	1 835	1 883	1 904	13%	10%
Québec	2 058	2 094	2 143	2 164	2 236	2 309	2 323	9%	10%
Ontario	1 130	1 189	1 198	1 213	1 220	1 239	1 260	8%	4%
Manitoba	3 971	4 711	4 812	4 974	5 342	5 486	5 477	35%	16%
Saskatchewan	1 902	1 951	2 069	2 080	2 289	2 402	2 423	20%	23%
Alberta	1 557	1 643	1 665	1 707	1 784	1 839	1 870	15%	12%

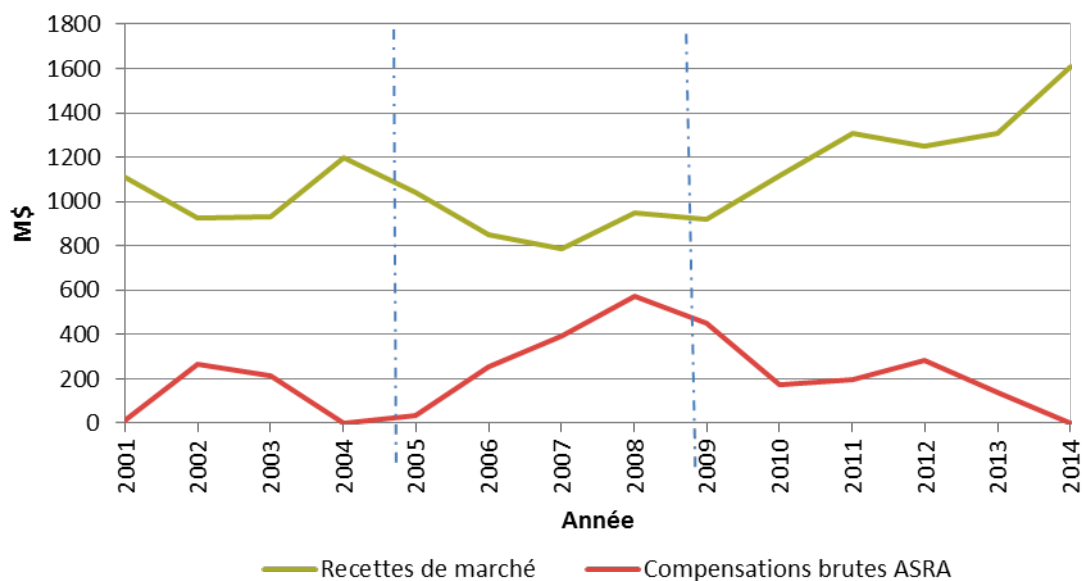
Source: Statistique Canada. CANSIM 003-0103, au 1^{er} janvier.

Annexe 9: Parts de viandes exportées en 2014 sous forme fraîches, réfrigérées, congelées, en tonnes équivalent carcasse (TEC) froide

	Valeur en \$	Quantité en kg	Taux de conversion	Quantité en tec	Total fraîches, réfrigérées	Total congelées
Viandes fraîches et réfrigérées						
Carcasses Et Demi-Carcasses De Porc Fraîches Ou Réfrigérées	359 707	169 570	1	169,6		
Jambons Et Leurs Morceaux, De Porcins, Non Désossés, Frais Ou Réfrigérés	111 308 982	36 680 824	1,1	40 348,9		
Épaules Et Leurs Morceaux, De Porcins, Non Désossés, Frais Ou Réfrigérés	48 143 890	13 225 079	1,1	14 547,6		
Côtes Levées De Porcins, Fraîches Ou Réfrigérées	7 540 313	1 459 664	1,1	1 605,6		
Ventres De Porcins, Frais Ou Réfrigérés	129 808 537	26 655 778	1,23	32 786,6		
Viande De Porcins, Nda, Fraîche Ou Réfrigérée	312 908 264	69 797 023	1,4	97 715,8	187 174	
Viandes congelées						
Carcasses Et Demi-Carcasses De Porc Congelées	2 014 278	752 970	1,1	828,3		
Jambons, Épaules Et Leurs Morceaux, De Porc, Non Désossés, Congelés	72 663 158	30 304 020	1,1	33 334,4		
Viande De Porc Congelée Nda	585 084 574	192 266 060	1,4	269 172,5		303 335
Viandes transformées						
Jambons Et Leurs Morceaux, De Porcins, Non Désossés, Salés, Séchés Ou Fumés	7 590 543	2 842 721	1,1	3 127,0		
Épaules Et Leurs Morceaux, De Porcins, Non Désossés, Salés, Séchés Ou Fumés	5 249 415	1 616 256	1,1	1 777,9		
Bacon De Flanc, Salés, Saumurés, Séchés Ou Fumés	34 995 535	6 140 840	1,1	6 754,9		
Poitrine (Entrelardé) Et Leurs Mcx, De Porcin, A/Q	278 523	93 137	1,1	102,5		
Bacon De Flanc, Salés, Séc, Fumé	40 131	6 225	1,1	6,8		
Bacon De Dos	18 740 832	6 932 361	1,1	7 625,6		
Viande De Porcins, Salées, Séchées Ou Fumées, Nda	7 582	16 434	0,85	14,0		
Saucisses, Saucissons & Prod Sim De Viande/Abats/Sang/Prép Ali/En Boîtes Hermét	1 746 153	564 096	0,85	479,5		
Saucisses, Saucissons & Prod Sim, Viande, Abats, Sang, Prép Alimentaire, Nda	28 278 555	5 657 294	1,4	7 920,2		
Jambons Et Leurs Morceaux, Préparés Ou En Conserve, En Boîtes Hermétiques	1 742 136	204 280	1,4	286,0		
Jambons Et Leurs Morceaux, Préparés Ou En Conserve, A/Q En Boîtes Hermétiques	5 779 074	1 419 662	1,4	1 987,5		
Épaules Et Leurs Morceaux, De Porc, Préparés Ou En Conserve, En Boîtes Hermétiques	153 956	29 199	1,4	40,9		
Épaules Et Leurs Morceaux, De Porc, Préparés Ou En Conserve, A/Q En Boîtes Hermét	43 427 398	9 525 584	0,5	4 762,8		
Viandes Et Abats De Porc, Nda, Excl Foies, Mélanges Inclus, Préparés Ou En Conserve						
TOTAL	1 417 861 536	406 359 077		525 395		
% viandes fraîches, réfrigérées, congelées					93%	
% viandes congelées						58 %
Abats Comestibles De L'Espèce Porcine, Frais Ou Réfrigérés	11 990 731	9 820 319	1			
Foies De L'Espèce Porcine, Congelés	1 161 352	1 205 963	1			
Abats Comestibles De L'Espèce Porcine, Congelés, Nda	98 752 263	62 156 042	1			
TOTAL	111 904 346	73 182 324				

Source : Global Trade Atlas, viandes fraîches, congelées et transformées et abats.

Annexe 10: Évolution des recettes de marché et des compensations brutes d'ASRA



Sources: La Financière agricole du Québec, Statistique Canada, CANSIM 002-0065.

Annexe 11: Noms des entreprises signataires de la Convention de mise en marché des porcs, 2016-2019

9071-3975 Québec inc. (Abattoir Lucyporc)

Agromex inc.

Aliments ASTA inc.

Atrahan Transformation inc.

Les aliments Yamartra import-export inc.

Les Viandes du Breton inc.

L.G. Hébert et fils Itée

Olymel sec

Viandes Dubreuil inc.

Viandes Giroux (1997) inc.

Convention de mise en marché des porcs, 2016-2019., <http://www.rmaq.gouv.qc.ca/fileadmin/DocuCentre/Decision/2015/10759.pdf>

Annexe 12: Mesures d'aide financière secteur porcin de 2012-2013 à 2014-2015

Aide versée au secteur et aux exploitations agricoles dont la production porcine est l'activité principale		
Agroenvironnement		
	Total	3 883 833\$
Développement économique et régional du secteur		
	Total	20 643 479 \$
Crédits de taxes foncières agricoles		
	Total	32 931 272 \$
Total des aides versées		57 389 098 \$

Source : MAPAQ

Annexe 13: Appui financier de La Financière agricole du Québec

Programmes d'assurance et de protection du revenu		
	moyenne 2010-2014	moyenne 2010-2013
Assurance stabilisation		
porcelets	64,5 M\$	
porcs	109,9 M\$	
Agri-stabiltié		11,0 M\$
Agri-investissements		6,5 M\$
Agri-Québec		14,2 M\$

Source : La Financière agricole du Québec

RÉFÉRENCES

AFFAIRES MONDIALES INTERNATIONALES

Les accords de libre-échange du Canada

<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/fta-ale.aspx?lang=fra>

AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS (ACIA)

Liste des établissements agréés par le gouvernement fédéral

<http://www.inspection.gc.ca/active/scripts/meavia/reglist/reglist.asp?lang=f>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA (AAC)

Information sur le marché des viandes rouges _ Industrie canadienne

<http://www.agr.gc.ca/fra/industrie-marches-et-commerce/statistiques-et-information-sur-les-marches/par-produit-secteur/viande-rouge-et-betail/information-sur-le-marche-des-viandes-rouges-industrie-canadienne/?id=1415860000001>

Facteurs de conversion pour le marché des viandes rouges

http://www.agr.gc.ca/misb/aisd/redmeat/rpt/cnvfct_fra.htm

CENTRE D'ÉTUDES SUR LES COÛTS DE PRODUCTION EN AGRICULTURE (CECPA)

Porcelets et porcs en 2012

<http://www.cecpa.gc.ca/etudes.2>

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

<http://www.intracen.org/Partnership-between-ITC-WEF-and-Bain-company-showcases-the-benefits-of-trade-facilitation-en/>

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU PORC DU QUÉBEC

Rapport des activités 20 14/15, 60 pages

<http://www.cdpq.ca/publications-et-documents/rappports-annuels.aspx>

Sommaire du projet « Adaptation et optimisation des stratégies de contrôle du SRRP à l'échelle locale (CLÉ-SRRP) », mars 2014

<http://www.cdpq.ca/getattachment/Recherche-et-developpement/Projets-de-recherche/Projet-196/Sommaire196.pdf.aspx>

CENTRE D'INSÉMINATION PORCINE DU QUÉBEC (CIPQ)

Communication personnelle

CONSEIL CANADIEN DU PORC

Porc mis en marché au Canada, par province, 1984-2014

http://www.cpc-ccp.com/canadian_hog_farms.php

COURTIER BONAVENTURE

Liste des prix de gros pour la viande

GLOBAL TRADE ATLAS

http://www.gtis.com/French/GTIS_revisit_fr.html

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Le modèle intersectoriel du Québec: Fonctionnement et applications

<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/modele-intersectoriel.html>

Population, Québec et Canada, 1851-2015

<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/102tm>, 8 janvier 2016

LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC

Données statistiques, communication personnelle

LES ÉLEVEURS DE PORCS DU QUÉBEC

Info-prix

http://www.accesporcqc.ca/nsphp/portail/Info_Prix.php

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC

Liste des établissements

<https://web.mapaq.gouv.qc.ca/bak/listeEtablissement/index.cfm?Requesttimeout=45> et

<http://www.inspection.qc.ca/active/scripts/meavia/reglist.asp?lang=f>; consultés le 7 janvier 2016

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les principes de développement durable

www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/principes.htm

NIELSEN

Ventes au détail de produits alimentaires dans les grands magasins au Québec

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Pages/Details-Publication.aspx?docid=DDJ7DZ3RAA3J-202-12219>

OCDE et FAO

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2014-2023

<http://stats.oecd.org/viewhtml.aspx?QueryId=58654&vh=000&vf=0&l&il=&land=fr>, 8 janvier 2016

<http://www.agri-outlook.org/fr/basededonnees/>

PRODUCTEURS DE GRAINS DU QUÉBEC

Prix aux producteurs du Québec

<http://www.pgg.ca/articles/services-dinformation-sur-les-marches/portrait-quebec/prix-aux-producteurs-du-quebec/>

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES DU QUÉBEC

Décision 9265

<http://www.rmaaq.gouv.qc.ca/fileadmin/DocuCentre/Décision/2009/9265.pdf>

STATISTIQUE CANADA

Aliments disponibles au Canada, tableau 002-0011

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?l>, 8 janvier 2016

Enquête financière sur les fermes, tableaux 002-0065 et 002-0072

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=20065&retrLang=fr&lang=fr>

Enquête sur les dépenses des ménages (EDM, dépenses alimentaires, tableau 203-0028

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fr&retrLang=fr&id=2030028&pattern=203-0021..203-0028&tabMode=dataTable&srchLang=-1&p1=-1&p2=31>

Indice des prix à la consommation, tableaux 326-0020 et 326-0021

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/pick-choisir?lang=fr&p2=33&id=3260020>

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=3260021&retrLang=fr&lang=fr>

Statistiques sur les porcs, le nombre de fermes déclarantes et le nombre moyen de porcs par ferme, tableau 003-0103

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=30103&retrLang=fr&lang=fr>

Statistiques sur les porcs, les truies ayant mis bas, les porcelets nés et les truies devant mettre bas, tableau 003-0101

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a05>

Offre et utilisation d'aliments au Canada, tableau 002-0010

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=20010&retrLang=fra&lang=fra>

Recettes monétaires agricoles, tableau 002-0001

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/pick-choisir?lang=fra&p2=33&id=0020001>

Revenus et dépenses d'exploitation, tableau 002-0044

<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/pick-choisir?lang=fra&p2=33&id=0020044>

Fonte des graisses et transformation de la viande provenant des carcasses,

http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&TVD=118464&CVD=118471&CPV=311614&CST=01012012&CLV=5&MLV=

Ventes manufacturières par province et territoire, tableaux 304-0014 et 304-0015

<http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/manuf28-fra.htm>

STATISTISQUES MONDIALES

Population des pays

http://www.statistiques-mondiales.com/population_par_pays.htm

UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE (USDA), ECONOMIC RESEARCH SERVICE (ERS)

Food Availability (per capita)

[http://www.ers.usda.gov/data-products/food-availability-\(per-capita\)-data-system/.aspx](http://www.ers.usda.gov/data-products/food-availability-(per-capita)-data-system/.aspx)

Livestock & Meat Domestic Data

<http://www.ers.usda.gov/data-products/livestock-meat-domestic-data.aspx>

UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE (USDA), FOREIGN AGRICULTURAL SERVICE (FAS)

FAS U.S. Trade

<http://apps.fas.usda.gov/gats/ExpressQuery1.aspx>

Livestock and Poultry: World Markets and Trade.

<http://www.fas.usda.gov/data/livestock-and-poultry-world-markets-and-trade>

